



Avril 2026

**DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION
ENVIRONNEMENTALE UNIQUE (DAEU)
INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS INERTES
(ISDI) AVEC INSTALLATION DE RECYCLAGE**
Commune de Sury-le-Comtal (42)

Pièces administratives et techniques



VALFOREZ

855 rue René Descartes, 13100 Aix-en-Provence

ARCA2E

Parc Club du Millénaire, 1025 Rue Henri Becquerel, 34000 Montpellier
Tél : 04.67.64.74.74

www.arca2e.fr

**DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION
ENVIRONNEMENTALE UNIQUE (DAEU)
INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS INERTES
(ISDI) AVEC INSTALLATION DE RECYCLAGE**
Commune de Sury-le-Comtal (42)

Pièces administratives et techniques

Date	N° Dossier	Version	Rédacteur	Vérificateur	Affaire suivie par
Avril 2026	24.30.E	V2	M.SMAIL	N. LIETAR	F.RILLIOT, C.DIDIER

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	9
VOLET 1 : FICHE SIGNALÉTIQUE.....	11
I. IDENTIFICATION DU PETITIONNAIRE	13
II. LOCALISATION DU PROJET	13
II.1. Situation géographique et accessibilité	13
II.1.1. Situation géographique	13
II.1.2. Accessibilité	14
II.2. Situation cadastrale, maîtrise foncière et périmètre de demande d'autorisation	17
II.3. Communes concernées par le rayon d'affichage	20
VOLET 2 : NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES ENVISAGEES	21
I. CONDITIONS D'EXPLOITATION	23
I.1. Périmètre d'Autorisation	23
I.2. Nomenclature et nature des activités.....	25
I.2.1. Rubriques concernées par le projet	25
I.2.2. Cessation carrière par BOUYER LEROUX	27
II. ORGANISATION DE L'ISDI.....	27
II.1. Organisation du site.....	29
II.1.1. Accès	29
II.1.2. Entrées et mesures de sécurité vis-à-vis des tiers	29
II.1.3. Equipements d'entrée du site	31
II.1.4. Pistes internes	31
II.1.5. Sortie du site	32
II.2. Fonctionnement du site.....	32
II.2.1. Moyens humains et matériel	32
II.2.2. Prévisions du fonctionnement	32
II.2.3. Modalités d'exploitation	33
II.2.4. Réaménagement	33
II.3. Définition des activités au sein du périmètre d'autorisation.....	33
II.4. Justification économique du projet	34
II.4.1. Objectifs nationaux et européens	34
II.4.2. Une nécessité locale	34
II.5. Nature des activités	35
II.6. Activité « ISDI »	35
II.6.1. Nature des matériaux exploités	36
II.6.2. Phasage d'exploitation	38
II.7. Activités connexes à l'activité « ISDI »	41
II.7.4. Déchets induits par le personnel et les engins	42
II.8. Inconvénients de l'exploitation.....	42
VOLET 3 CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE	43
I. CADRE GÉNÉRAL	45
II. AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE UNIQUE	45
II.1. Rubriques « ICPE »	47

II.2.	Rubriques « Loi sur l'Eau »	48
II.3.	Conclusion	49
III.	PORTEE DE L'AUTORISATION UNIQUE.....	49
III.1.	Défrichement	49
III.2.	Dérogation au titre des espèces protégées	49
III.3.	Evaluation environnementale.....	49
IV.	PROCEDURE D'AUTORISATION	49
V.	DEROULEMENT D'UNE PROCEDURE D'AUTORISATION (DELAIS DONNES A TITRE INDICATIF).....	51
VI.	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES ARRETES MINISTERIELS.....	53
VI.1.	Arrêté du 12/12/2014 (Rubrique 2760-3 : Installation de stockage de déchets – Autorisation)	53
VI.2.	Arrêté du 26/11/2012 (rubrique 2515 : installation de concassage-criblage – Enregistrement).....	53
VII.	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS CADRE ET REGLEMENT D'URBANISME	54
VII.1.	Plan national de prévention des déchets 2021-2027	54
VII.2.	Schéma régional des carrières région Auvergne-Rhône-Alpes.....	55
VII.3.	Autres documents cadres	55
VII.4.	Documents d'urbanisme et autres réglementation.....	56
VII.4.1.	Plan Local d'Urbanisme (PLU)	56
VII.4.2.	Plan de Prévention des Risques (PPR)	57
VII.5.	Permis de construire	57
VIII.	PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL	57
VIII.1.1.	Evaluation des incidences du projet sur le réseau de protection européen Natura 2000	57
VIII.1.2.	Monuments historiques	61
VIII.1.3.	Sites classés et inscrits	61
IX.	OCCUPATION DU SOL	61
X.	BIENS MATERIELS.....	61
ANNEXES	63	
ANNEXE 1 :	ARRETE DU 12/12/14 (RUBRIQUE 2760 – ENREGISTREMENT).....	64
ANNEXE 2 :	ARRETE DU 26/11/12 (RUBRIQUE 2515 – ENREGISTREMENT).....	65
ANNEXE 3 :	KBIS.....	66
ANNEXE 4 :	PLAN CADASTRAL.....	67

LISTE DES PHOTOGRAPHIES

Photographies 1 et 2 : Panneau « aire d'accueil des gens du voyage » à la sortie du rond-point et chemin de la petite plaine.....	15
Photographie 2 : Portail d'entrée du site.....	30
Photographie 3 : Portail secondaire.....	30
Photographie 4 : Panneaux actuel BOUYER LEROUX qui sera remplacé par celui de VALFOREZ	30
Photographie 5 : Vue sur l'entrée du site	30
Photographie 6 : Exemple de base vie	31
Photographie 7 : Exemple de blocs casiers	32

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Situation géographique du périmètre de demande d'autorisation sollicité	14
Figure 2: Accessibilité du projet	16
Figure 3: Plan cadastral	19
Figure 4 : Périmètre d'autorisation demandé et délimitation des lacs.....	24
Figure 5 : Représentation des secteurs du site	28
Figure 6 : Plan de phasage du remblaiement.....	39
Figure 7: Schéma de principe du déroulement de la procédure d'Autorisation Environnementale Unique	52

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Présentation société Valforez.....	13
Tableau 2: Analyse du foncier	17
Tableau 3: Réglementation liée au zonage s'appliquant au site de projet	20
Tableau 4 : Rubriques de la nomenclature ICPE du projet.....	25
Tableau 5 : Rubriques de la loi sur l'eau concernées par le projet	26
Tableau 6: Rubriques de la nomenclature ICPE visées par l'autorisation précédente.....	27
Tableau 7 : Codes du projet d'ISDI	36
Tableau 8: Fiche signalétique de l'ISDI	40
Tableau 9: Rubriques ICPE concernées par le projet	47
Tableau 10: Rubrique de la loi sur l'eau concernée par le projet	48
Tableau 11: Zonage du PLU	56
Tableau 12 : Espèces visées à l'annexe II de la Directive 92/43/CEE	58
Tableau 13 : Présentation des données issues du FSD pour les espèces d'intérêt communautaire inventoriées sur le site d'étude	58
Tableau 14 : Espèces visées à l'annexe I de la Directive 92/43/CEE	59
Tableau 15 : Présentation des données issues du FSD pour les espèces d'intérêt communautaire inventoriées sur le site d'étude	59

INTRODUCTION

Le carrier BOUYER LEROUX a cessé son activité sur l'un de ses sites.

Cette carrière était séparée en deux secteurs : à l'Ouest, « L'Horme » et à l'Est « Les Appens » tout deux sur la commune de Sury-le-Comtal, dans le département de la Loire.

Depuis l'arrêt de l'exploitation, la partie l'Horme a été réaménagée en zone agricole avec maintien d'un aménagement écologique autour d'une mare.

Pour le secteur des Appens une demande de modification des conditions de remise en état sur la base de la topographie actuelle est en cours d'instruction.

C'est sur ce secteur que porte le projet de création d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes avec une installation de recyclage par la société Valforez (co-fondée par la société Colas et la société Jean-Yves Porte). Celui-ci a pour objectif de reprendre l'exploitation de ce site en réaménageant l'ancienne carrière d'argiles de BOUYER LEROUX via le stockage de déchets inertes.

Au-delà du remblaiement du site, la société Valforez entreprendra de recycler à minima 30% des déchets inertes entrants sur site ; la revalorisation des déchets inertes est l'objectif premier du projet.

La présente demande correspond à une entrée annuelle de 100 000 tonnes de déchets inertes, dont 30 000 tonnes revalorisées directement sur place (recyclées puis revendues dans la zone de négoce du site).

Ce projet a pour but de participer aux objectifs nationaux et européens de recyclage et de revalorisation des déchets, et à la filiale de traitement des déchets inertes, aujourd'hui saturée.

Le remblaiement intervenant en zone d'affleurement de nappe, le service instructeur UTDREAL a fait part à la société Valforez que le projet serait instruit sous une procédure d'autorisation et non d'enregistrement au titre de la rubrique 2760-3.

Le présent volume correspond à la pièce 2/11 « Pièces administratives et techniques » du dossier de demande d'autorisation relatif à la création d'une Installation de Stockage des Déchets Inertes (ISDI).

OBJET DE LA DEMANDE

La présente demande d'autorisation d'une Installation de Stockage des Déchets Inertes au lieu-dit Les Appens, sur la commune de Sury-le-Comtal, est sollicitée par la société VALFOREZ.

Les caractéristiques du projet sont les suivantes :

- **Périmètre administratif** : 8ha, 45a, 27ca ;
- **Volume entrant de déchets** sur un rythme de 100 000t par an dont 30% seront revalorisés ;
- **Durée de 15 ans** dont 14 ans pour le remblaiement complet du site (550 000m³) avec une année supplémentaire pour la remise en état du site.

TERMINOLOGIES UTILISEES

Pour l'ensemble du dossier de demande d'autorisation relatif à la création d'une ISDI (incluant la présente pièce) la terminologie utilisée sera la suivante.

Terme	Correspondance
Périmètre d'autorisation	Correspond au périmètre autorisé, il intègre la zone de remblaiement, les zones d'implantation des installations, les zones de stockage des matériaux, les zones réaménagées, les pistes techniques et les espaces verts.
Périmètre d'exploitation	Correspond à la zone remblayée au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature ICPE.

VOLET 1 :

FICHE SIGNALÉTIQUE

I. IDENTIFICATION DU PETITIONNAIRE

↳ Cf. Annexe n°4 - Kbis et pouvoir du signataire

La présente demande d'autorisation au titre du Livre V du Code de l'Environnement est sollicitée par la **VALFOREZ**, co-fondée par la société Colas et la société Jean-Yves Porte.

Tableau 1 Présentation société Valforez

ETABLISSEMENT	SOCIETE VALFOREZ
Forme juridique	Société à actions simplifiées (SAS) au capital social de 30 000,00 €
Siège social	855 rue René Descartes 13100 Aix-en-Provence
Registre	SIRET : 93 21 68 727
Signataire de la demande / suivi du dossier	M. SIMON Christophe Président

II. LOCALISATION DU PROJET

II.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE ET ACCESSIBILITE

↳ Cf. Pièce 10 – Plan de situation

II.1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

L'ancienne carrière d'argiles exploitée par la société BOUYER LEROUX est située sur la commune de Sury-le-Comtal, dans le département de la Loire (42), en région Auvergne-Rhône-Alpes, et fait partie de la communauté d'agglomérations Loire Forez Agglomération.

Au niveau départemental, Sury-le-Comtal est située dans la Plaine du Forez à environ 25 km au nord-ouest de Saint-Etienne et 12 km au sud-est de Montbrison. Le chef lieu de Canton, Saint-Just-Saint-Rambert, se situe à environ 6 km au sud-est.

La Mare et l'Ozon sont les deux rivières qui traversent la commune.

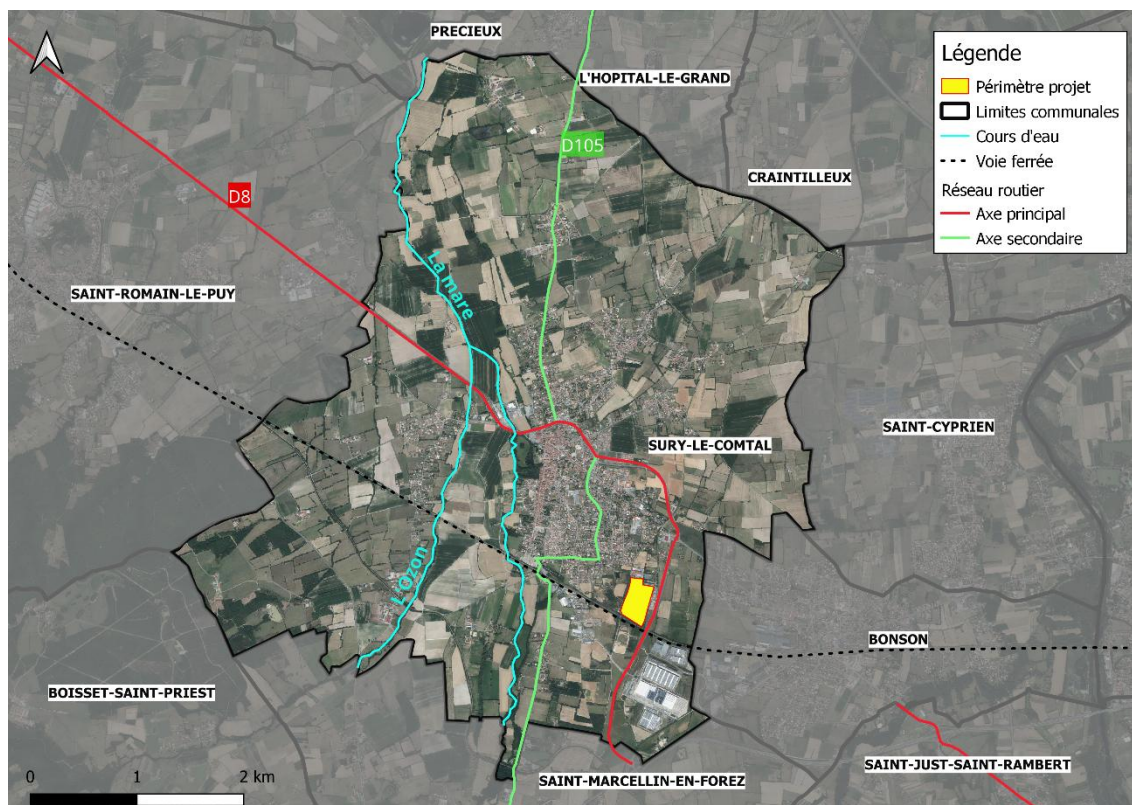


Figure 1 : Situation géographique du périmètre de demande d'autorisation sollicité
(Source : arca2e)

II.1.2. ACCESSIBILITE

Le site de l'ancienne carrière des Appens est accessible par le Nord-Est, à partir de la RD8 puis par un carrefour menant au chemin de la petite plaine. L'entrée du site se situe en face d'une aire des gens du voyage.

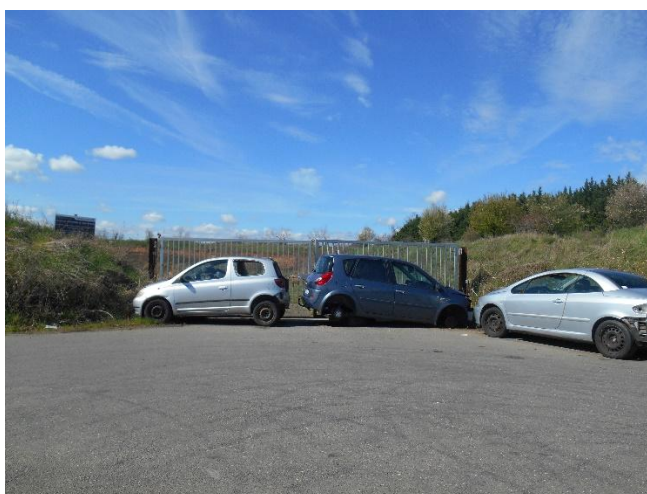
Le chemin présente un gabarit compatible avec la circulation des poids lourds.



Photographies 1 et 2 : Panneau « aire d'accueil des gens du voyage » à la sortie du rond-point et chemin de la petite plaine.

(Arca2e, mars 2024)

L'entrée du site est fermée par un portail manuel, au cours de notre sortie terrain ce dernier était bloqué par des voitures appartenant aux gens du voyage.



Photographie 3 : Portail d'entrée

(Arca2e, mars 2024)

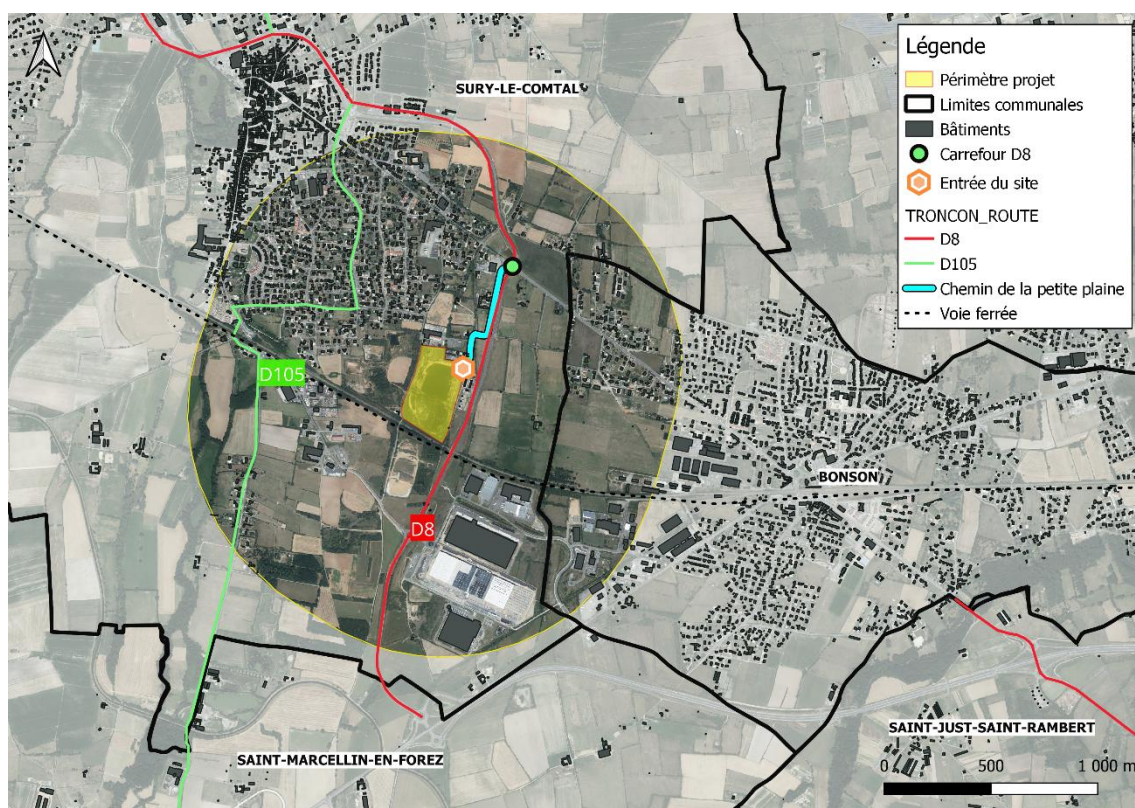


Figure 2: Accessibilité du projet

(Source : Arca2e)

II.2. SITUATION CADASTRALE, MAITRISE FONCIERE ET PERIMETRE DE DEMANDE D'AUTORISATION

☞ Cf. Annexe n°4 – Plan cadastral des abords de l'installation

☞ Cf. Document de Justification de maîtrise foncière

Le site du projet d'ISDI est localisé comme suit :

- Sur le territoire de la commune de Sury-le-Comtal ;
- Au niveau du lieu-dit les Appens ;
- Zonage A et Ue7 du PLUi.

Les caractéristiques des parcelles concernées sont les suivantes :

Tableau 2: Analyse du foncier

Commune	Lieu-dit	Zonage PLU	Section cadastrale	N° de parcelle	Superficie parcellaire	Superficie incluse dans le périmètre autorisé par l'AP de 2007	Origine de la propriétaire
42450 Sury-le-Comtal	Les Appens	A	BH	83	64 a 35 ca	64 a 35 ca	BOUYER LEROUX
	Les Appens	A	BH	84	17 a 42 ca	17 a 42 ca	
	Les Appens	A	BH	85	16 ca	16 ca	
	Les Appens	A	BH	86	8 a 89 ca	8 a 89 ca	
	Les Appens	A	BH	87	24 a 42 ca	24 a 42 ca	
	Les Appens	A	BH	88	16 ca	16 ca	
	Les Appens	A	BH	89	13 a 06 ca	13 a 06 ca	
	Les Appens	A	BH	90	13 a 54 ca	13 a 54 ca	
	Les Appens	A	BH	91	3 ca	3 ca	
	Les Appens	A	BH	92	18 a 84 ca	18 a 84 ca	
	Les Appens	A	BH	93	8 a 70 ca	8 a 70 ca	
	Les Appens	A	BH	94	16 a 37 ca	16 a 37 ca	
	Les Appens	A	BH	95	8 a 38 ca	8 a 38 ca	
	Les Appens	A	BH	96	16 a 81 ca	16 a 81 ca	
	Les Appens	A	BH	97	33 a 91 ca	33 a 91 ca	

Les Appens	A	BH	98	50 a 40 ca	50 a 40 ca
Les Appens	A	BH	99	20 a 80 ca	20 a 80 ca
Les Appens	A	BH	100	9 a 27 ca	9 a 27 ca
Les Appens	A	BH	101	10 a 19 ca	10 a 19 ca
Les Appens	A	BH	102	40 a 66 ca	40 a 66 ca
Les Appens	Ue7	BH	112	89 a 26 ca	89 a 26 ca
Les Appens	A	BH	113	4 a 56 ca	4 a 56 ca
Les Appens	A	BH	114	7 a 52 ca	7 a 52 ca
Les Appens	A	BH	115	6 a 32 ca	6 a 32 ca
Les Appens	A	BH	116	9 a 45 ca	9 a 45 ca
Les Appens	A	BH	117	7 a 38 ca	7 a 38 ca
Les Appens	A	BH	118	7 a 95 ca	7 a 95 ca
Les Appens	A	BH	119	8 a 76 ca	8 a 76 ca
Les Appens	A	BH	120	7 a 58 ca	7 a 58 ca
Les Appens	A	BH	121	11 a 01 ca	11 a 01 ca
Les Appens	A	BH	122	19 a 91 ca	19 a 91 ca
Les Appens	A	BH	123	10 a 38 ca	10 a 38 ca
Les Appens	A	BH	124	14 a 59 ca	14 a 59 ca
Les Appens	A	BH	125	34 a 27 ca	34 a 27 ca
Les Appens	A	BH	126	13 a 59 ca	13 a 59 ca
Les Appens	A	BH	127	9 a 85 ca	9 a 85 ca
Les Appens	A	BH	128	64 a 60 ca	64 a 60 ca
Les Appens	A	BH	129	22 a 34 ca	22 a 34 ca

	Les Appens	A	BH	130	6 a 97 ca	6 a 97 ca
	Les Appens	A	BH	131	14 a 95 ca	14 a 95 ca
	Les Appens	A	BH	132	8 a 50 ca	8 a 50 ca
	Les Appens	A	BH	133	20 a 76 ca	20 a 76 ca
	Les Appens	A	BH	134	10 a 24 ca	10 a 24 ca
	Les Appens	A	BH	135	10 a 18 ca	10 a 18 ca
	Les Appens	A	BH	136	11 a 18 ca	11 a 18 ca
	Les Appens	A	BH	137	31 a 34 ca	31 a 34 ca
	Les Appens	A	BH	138	9 a 47 ca	9 a 47 ca
Total					8ha 49ca 27a	8ha 49ca 27a

Les parcelles sont possédées dans leur totalité par la société BOUYER LEROUX.
Des baux de 15 ans seront réalisés.

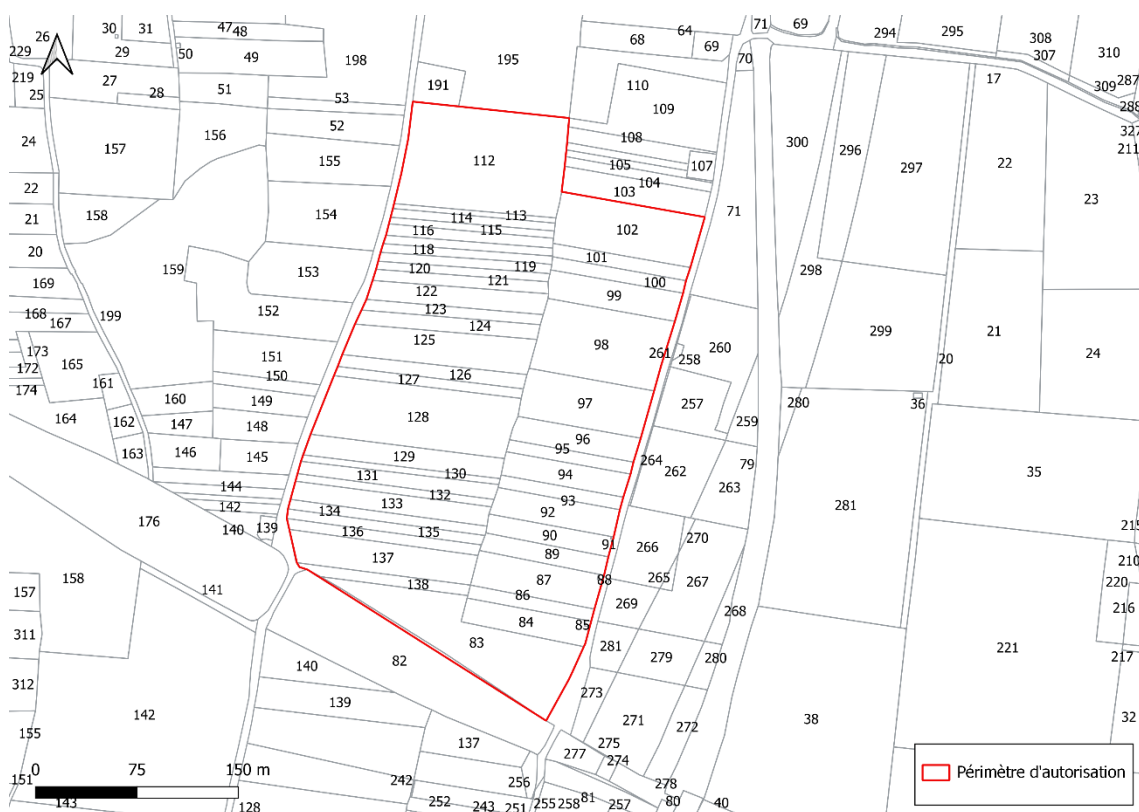


Figure 3: Plan cadastral
(Source : arca2e)

Tableau 3: Réglementation liée au zonage s'appliquant au site de projet

Zonage	Réglementation liée au zonage
Ue7	La zone ue7 correspond aux secteurs économiques mixtes : pouvant accueillir du commerce de gros, de l'industrie (dont l'artisanat du secteur de la construction de l'industrie), ainsi que des bureaux. Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation y sont interdites, à moins qu'elles ne génèrent pas de risque ou de nuisance pour le voisinage, notamment résidentiel ou d'équipement.
A	La zone A correspond aux secteurs agricoles à protéger en raison du potentiel agronomique biologique ou économique des terres. En sus des activités agricoles, quelques groupes d'habitations (hameaux ou habitat diffus) sont également implantés dans la zone.

II.3. COMMUNES CONCERNEES PAR LE RAYON D’AFFICHAGE

➡ Cf. Pièce 10 – Plan de situation

Le rayon d'affichage est un périmètre administratif définissant les communes riveraines du projet sur lesquelles l'affichage de l'avis au public prévu à l'article R.123-11 (avis d'information d'ouverture de l'enquête publique) est réalisé. Par ailleurs, dès l'ouverture de l'enquête publique, le conseil municipal des communes interceptées par le rayon d'affichage est appelé à donner son avis sur la demande d'autorisation.

Pour rappel, le remblaiement intervenant en affleurement de nappe, le service instructeur UTDREAL a fait part à la société Valforez que le projet serait instruit sous une procédure d'autorisation et non d'enregistrement au titre de la rubrique 2760-3.

Le rayon d'affichage correspond cependant à la rubrique 2760-3 (qui ne possède qu'un seul régime : l'enregistrement), dont le rayon d'affichage est la commune du projet.

Le rayon d'affichage du projet d'ISDI est donc limité à la commune de Sury-le-Comtal ainsi que la commune voisine BONSON.

VOLET 2 :

NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES ENVISAGEES

I. CONDITIONS D'EXPLOITATION

I.1. PERIMETRE D'AUTORISATION

C'est en 2002, que la société IMERYYS Structure (qui devient par la suite BOUYER LEROUX) reprend l'exploitation de la carrière avec les secteurs « l'Horme » et « Les Appens » jusqu'à sa cessation.

A ce jour, la partie de l'Horme a été réaménagée et est utilisée en partie par un agriculteur.

Pour le secteur des Appens une demande de modification des conditions de remise en état sur la base de la topographie actuelle est en cours d'instruction.

La société VALFOREZ propose donc, par son projet d'ISDI de remblayer en grande partie (préservation d'une zone naturelle au sein du périmètre) le site de manière progressive grâce à des déchets inertes issus du BTP tout en recyclant 30% des déchets entrants pour revalorisation

Seule la parcelle n°112, qui a été sortie du périmètre carrière, a été réaménagée. Cette dernière est tout de même reprise dans le projet d'ISDI de VALFOREZ.

L'autorisation initiale de BOUYER LEROUX pour exploiter la carrière s'inscrit sur les parcelles suivantes, les parcelles encadrées en rouge concerne la partie « Les Appens » et donc le présent projet d'ISDI :

commune/lieudit /Parcelles	Section	Numéros			Superficie
SURY LE COMTAL «L'Horme» «Les Appens» « Grandes Verchères » « Beauregard »	BH	19	101	144	17 ha 87 a 70 ca
		20	102	145	
		21	112	146	
		22	113	147	
		23	114	148	
		47	115	149	
		48	116	150	
		49	117	151	
		50	118	152	
		51	119	153	
		52	120	154	
		53	121	155	
		54	122	156	
		83	123	158	
		84	124	159	
		85	125	160	
		86	126	161	
		87	127	162	
		88	128	164	
		89	129	165	
		90	130	167	
		91	131	168	
		92	132	169	
		93	133	170	
		94	134	171	
		95	135	172	
		96	136	173	
		97	137	174	
		98	138	+	
		99	142	chemin	
		100	143	rural	

Le site du projet comporte à ce jour deux lacs reliés l'un à l'autre. Le plus grand au Nord correspond à l'ancienne zone d'extraction de la carrière BOUYER LEROUX, et sera vidé pour être remblayé par l'ISDI.

Pour vider l'ancienne zone d'extraction de la carrière sans impacter le lac Sud, un merlon étanche à base d'argiles du site sera réalisé, ses dimensions seront adaptées au remblaiement de l'ISDI. Ce merlon sera installé avant le pompage de l'ancienne zone d'exploitation de la carrière, pour éviter que l'eau du lac Sud ne s'écoule vers le Nord une fois ce dernier drainé.



Figure 4 : Périmètre d'autorisation demandé et délimitation des lacs
(Source : arca2e)

I.2. NOMENCLATURE ET NATURE DES ACTIVITES

I.2.1. RUBRIQUES CONCERNEES PAR LE PROJET

La création d'une ISDI sur l'ancienne carrière les Appens projette les rubriques suivantes :

Tableau 4 : Rubriques de la nomenclature ICPE du projet

NOMENCLATURE I.C.P.E.			
NUMERO DE LA RUBRIQUE	DESIGNATION DE L'ACTIVITE	QUANTIFICATION DE L'ACTIVITE	REGIME
2760-3	Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 Installation de stockage de déchets inertes	Volume total de 550 000 m3	Autorisation
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : c) Supérieure à 200 kW	Puissance totale projetée = 350kw	Enregistrement
2517-1	Station de transit de produits minéraux solides, ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, La superficie de stockage étant supérieure à 10 000 m ²	Stockage de produits minéraux de = 11 480 m ²	Enregistrement

Au vu de la nature des déchets, le projet devrait être reçu sous le régime de l'enregistrement, cependant ce dernier étant réalisé en zone d'affleurement de nappe il devra donc être soumis à demande d'autorisation environnementale.

En effet, selon la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets du 27 avril 2022 proposée par la Direction Générale de la Prévention des Risques, pour le stockage en eau de déchets inertes « *L'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixe les prescriptions applicables dans les cas où il est possible de prendre des mesures génériques qui permettront de prévenir et limiter les risques sur l'environnement. Le stockage des déchets inertes en zone d'affleurement de nappe est interdit sous le régime de l'enregistrement mais peut être autorisé en basculant la procédure enregistrement de la 2760-3 en procédure d'autorisation ICPE comme le prévoit l'article L512-7-2 du code de l'environnement.* »

Tableau 5 : Rubriques de la loi sur l'eau concernées par le projet

Rubrique	Désignation de l'activité	Nature et volume des activités	Régime visé
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m ³ / an : (A) projet soumis à Autorisation. 2° Supérieur à 10 000 m ³ / an mais inférieur à 200 000 m ³ / an : (D) projet soumis à Déclaration.	Vidange de l'ancienne zone d'extraction : 150 000 m ³	Déclaration
3.3.1.0.	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) ; 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	4 094,7 m ²	Déclaration
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	8,5 ha	Déclaration
2.2.3.0.	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets réglementés au titre des autres rubriques de la présente nomenclature ou de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9, le flux total de pollution, le cas échéant avant traitement, étant supérieur ou égal au niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent.	DCO rejetée : 32 kg/j composés halogénés : 192 g/j	Déclaration

I.2.2. CESSATION CARRIERE PAR BOUYER LEROUX

L'autorisation de BOUYER LEROUX concernait deux rubriques au titre des installations classées :

Tableau 6: Rubriques de la nomenclature ICPE visées par l'autorisation précédente

NOMENCLATURE I.C.P.E.			
NUMERO DE LA RUBRIQUE	DESIGNATION DE L'ACTIVITE	QUANTIFICATION DE L'ACTIVITE	REGIME
2510-1	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux.	Superficie totale après extension : 17 ha 87 a 70 ca Réserve exploitable : 568 000 m3 Rythme d'exploitation moyen : Argile : 120 000 t/an Stériles (déplacés) : 64 000 t/an Rythme d'exploitation maxi : Argile : 160 000 t/an	Autorisation
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit	Capacité de stockage : 8 000m ²	Déclaration

II. ORGANISATION DE L'ISDI

Le site du projet a aujourd'hui retrouvé son état naturel, seules quelques pistes de l'ancienne carrière BOUYER LEROUX sont toujours en place (la piste Ouest reliant le Nord du site au Sud est intacte, la piste au Nord, reliant l'entrée Est à L'Ouest s'est en partie effondrée).

La base vie, le parking et les plateformes (de recyclage et de négoce) devront être créées. Le périmètre sera donc globalement décomposé en 6 secteurs :



Figure 5 : Représentation des secteurs du site
(Source : arca2e)

II.1. ORGANISATION DU SITE

II.1.1. ACCES

A l'instar de la situation de l'ancienne carrière, l'accès au site s'effectuera par le Nord-Est via le chemin de la petite plaine raccordé à la RD8.

Concernant les dessertes internes, la piste à l'entrée du site utilisée initialement pour la carrière sera remise à jour (une partie s'étant effondrée), la piste permettant d'accéder aux plateformes de recyclage est déjà en place mais sera sécurisée (et désherbée) pour éviter tout accident.

Dans le cadre du projet, les itinéraires actuellement utilisés pour assurer la jonction entre le site et à la RD8 seront maintenus.

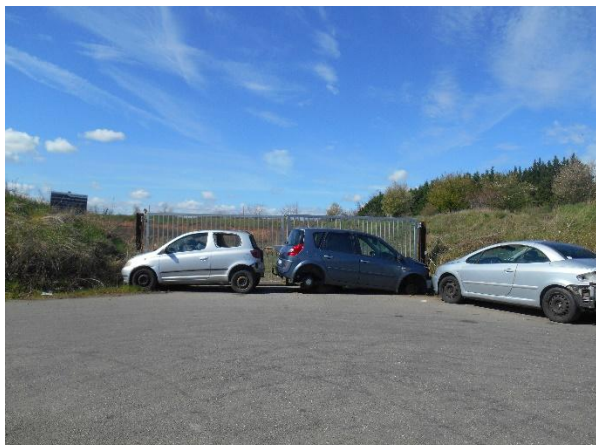
II.1.2. ENTREES ET MESURES DE SECURITE VIS-A-VIS DES TIERS

L'accès au site est actuellement possible par deux entrées, la principale est positionnée au Nord-Est du périmètre d'autorisation, et une seconde au centre-Ouest qui permettait de relier les deux parties de l'ancienne carrière « L'Homme » et « Les Appens ».

Conformément au cadre réglementaire, en dehors des horaires d'ouverture, l'accès au site est fermé par un portail.

Seront également mis en place des panneaux indiquant les informations légales (nom de l'exploitant, numéro de l'arrêté préfectoral, ...), le plan de circulation du site et les consignes de sécurité.

Des caméras de surveillance seront aussi installées.



Photographie 2 : Portail d'entrée du site
(Source : arca2e, mars 2024)



Photographie 3 : Portail secondaire
(Source : arca2e, mars 2024)



Photographie 4 : Panneaux actuel BOUYER LEROUX qui sera remplacé par celui de VALFOREZ
(Source : arca2e, mars 2024)



Photographie 5 : Vue sur l'entrée du site
(Source : arca2e, mars 2024)

II.1.3. **EQUIPEMENTS D'ENTREE DU SITE**

Cette première zone (cf. zone 1 fig.5) accueillera le local du personnel (réfectoire et sanitaires) sur la droite, le pont bascule et l'aire de stationnement des visiteurs et du personnel sur la gauche.



Photographie 6 : Exemple de base vie

(Source : TPFC)

II.1.4. **II.1.4. PISTES INTERNES**

Une fois le portail d'entrée et le pont bascule passés, une piste conduit à la plateforme de négoce des matériaux sur laquelle se trouveront les stocks de matériaux (sous forme de blocs casiers) déjà recyclés ainsi qu'une zone étanche pour réaliser le plein des engins (cf. « zone » 3 fig.5).

Seront retrouvés sur la plateforme de négoce, tous type de matériaux nécessaires à la construction d'aménagement extérieur (issus du recyclage) ainsi que des gravillons de différentes couleurs.



Photographie 7 : Exemple de blocs casiers

(Source : TPFC)

La piste se poursuivra ensuite en longeant le flanc Ouest du site jusqu'à arriver aux plateformes de recyclage. Ces deux plateformes seront distinguées selon le matériau recyclé : la première pour tous types de matériaux autorisés (cf. « zone 4 » fig.5) au code déchets sauf béton, et la seconde spécifique au béton (cf. « zone 5 » fig.5).

II.1.5. SORTIE DU SITE

Une fois les matériaux déchargés sur les plateformes de recyclage, les camions reprendront exactement le même chemin jusqu'à la sortie du site grâce aux pistes à double sens. La seule différence sera le passage au décrotteur se trouvant à la sortie de la zone de négoce.

II.2. FONCTIONNEMENT DU SITE

II.2.1. MOYENS HUMAINS ET MATERIEL

Le site sera ouvert (sauf cas exceptionnel) de 7h à 17h du lundi au vendredi avec une à deux personnes sur site.

Les moyens matériels sont les suivants :

- 1 concasseur mobile Kleeman (modèle MOBICAT MC 110 EVO) ou équivalent ;
- 1 chargeuse sur pneu Komatsu (modèle WA320-8) ou équivalent ;

II.2.2. PREVISIONS DU FONCTIONNEMENT

La société VALFOREZ attend une entrée d'environ 100 000 tonnes annuelles de déchets inertes. L'objectif sera de pouvoir recycler 30% de ces entrées, et donc de remblayer 70 000 tonnes par an.

II.2.3. MODALITES D'EXPLOITATION

L'opération de pompage sera réalisée à l'aide d'une pompe d'une capacité maximale de 100 m³ par heure, installée sur un radeau flottant et qui pourra être alimentée soit par un groupe électrogène, soit par le raccordement électrique disponible sur la plateforme. L'eau sera évacuée par l'exutoire déjà existant, utilisé autrefois pour l'exploitation de la carrière. Compte tenu de son état dégradé, cet exutoire sera repris et équipé en diamètre 200 mm avant la mise en service afin de pouvoir passer le tuyau souple de la pompe à l'intérieur.

La durée estimative de l'opération est de six semaines, sous réserve des conditions de chantier et du bon déroulement des différentes phases. Cette procédure garantit un pompage sécurisé et progressif, permettant de contrôler les risques liés.

Tout au long de l'année, des poids-lourds viendront décharger des déchets inertes sur site, plus précisément au niveau des plateformes de recyclages (cf. « zones 4 et 5 » de la figure 5).

Deux fois par ans, des campagnes de concassage seront alors réalisées sur une durée de 1 mois. Ces dernières seront effectuées via le concasseur mobile qui donnera deux types de granulométries de GNT (0/31.5 et 0/60) ainsi que du sable.

Une fois les déchets concassés (ou simplement triés), ils partiront (via la chargeuse) soit vers la zone à remblayer (cf. « zone 6 » fig.5) soit vers la zone de négoce pour être revendus.

II.2.4. REAMENAGEMENT

Une fois le remblaiement du site terminé, ce dernier retrouvera sa vocation agricole.

II.3. DEFINITION DES ACTIVITES AU SEIN DU PERIMETRE D'AUTORISATION

Au sein du périmètre d'autorisation, les activités envisagées par la société VALFOREZ sont :

- **Le stockage des déchets inertes**, activité relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2760-3 selon le service instructeur UTDREAL ;
- **Le traitement de matériaux**, activité relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515-1 de la nomenclature ICPE ;
- **Le transit des matériaux** valorisés pour commercialisation (**enregistrement au titre de la rubrique 2517** de la nomenclature ICPE) ;

Le périmètre d'autorisation comprendra également :

- Des locaux du personnel et un pont bascule en entrée de site ;
- Une zone de stationnement des véhicules légers pour le personnel (et pour la chargeuse) située à l'entrée ;
- Les ouvrages de sécurité (barrière, panneautage, clôture, ...).

II.4. JUSTIFICATION ECONOMIQUE DU PROJET

↳ Cf justification des choix de la société VALFOREZ présentée en Pièce 3 – Etude d'impact

II.4.1. OBJECTIFS NATIONAUX ET EUROPEENS

L'objectif premier de l'installation de stockage des déchets inertes de la société VALFOREZ est le recyclage des matériaux de travaux publics. Sa zone de chalandise concernera principalement les chantiers du département de la Loire (42) y compris les chantiers des sociétés COLAS et Jean-Yves PORTE. (sociétés co-fondatrices de VALFOREZ).

L'importance du recyclage est de rester dans une économie circulaire, en effet selon le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires « Les activités du bâtiment et des travaux publics (BTP) ont généré en 2024, environ 240 millions de tonnes de déchets, soit près des $\frac{3}{4}$ des déchets produits en France.

L'essentiel de ces déchets est minéral et inerte (briques, béton, tuiles et céramiques, verre, terre, pierres et cailloux provenant de sites non pollués). Il ne présente donc pas de risque de pollution mais la présence de dépôts sauvages constitue une pollution visuelle. Cependant, ce type de déchets est un gisement potentiel de matières premières à valoriser.

Les enjeux sont donc à la fois la préservation de l'environnement et le gain de compétitivité pour les entreprises concernées. L'utilisation de cette matière permet d'économiser des ressources épuisables issues des carrières et de limiter les impacts environnementaux qui y sont liés.

Consciente de ces enjeux, l'Europe a fixé dans la directive-cadre déchet l'objectif de 70% de valorisation des déchets du BTP à l'horizon 2020. Cet objectif figure également dans la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015.

C'est avec une grande satisfaction que selon l'Unicem, dès 2018, les producteurs de matériaux minéraux ont dépassé cet objectif montrant donc un réel engouement. Le but est alors aujourd'hui de faire encore plus jusqu'à arriver à un recyclage le plus complet possible des matériaux pouvant être revalorisés.

C'est alors pour contribuer à cet objectif que l'ISDI VALFOREZ doit voir le jour, dans un premier temps cela conduira à atteindre les objectifs nationaux de recyclage des déchets du BTP, puis, pour servir de station stockage adaptée aux déchets inertes, permettant alors d'éviter notamment des décharges sauvages, polluants et le paysage et les ressources.

II.4.2. UNE NECESSITE LOCALE

VALFOREZ répond de plus à une nécessité locale. Selon le PRPGD, dans la Loire, les besoins théoriques en stockage définitif en ISDI aux horizons 2025 et 2031 s'élèvent à 333 000 tonnes par an pour une capacités d'accueil en ISDI à zéro à ces mêmes horizons. Le département de la Loire est par conséquent en déficit de ce type d'installations. Une seule ISDI est présente sur le département, celle des Egassons à la Ricamarie et exploitée par les Carrières du Bassin Rhônalpin – CBR), offrant une capacité d'accueil de 54 000 tonnes par an. La principale ISDI du département : Vallon du Vernet à Saint-Etienne, qui absorbait jusqu'à 270 000 tonnes par an a fermé en 2025, sa fermeture était initialement prévue en 2024, l'exploitation a été prolongée d'un an pour subvenir aux besoins de l'activité sur le département.

La capacité totale n'est donc pas suffisante en regard des besoins fixés par le PRGPD, car, d'une part, elle est inférieure aux 333 000 tonnes par an théoriques et, d'autre part, l'origine des déchets acceptés dans ces installations se limitait aux territoires des communes de SEM pour Vallon du Vernet (qui a fermé), et aux chantiers uniquement réalisés par CBR pour Les Egassons. L'objectif de VALOFREZ est donc de venir combler ce manque réel d'exutoire sur le département et venir améliorer le recyclage sur le département.

De plus, les sociétés COLAS et JY PORTE TP évacuaient auparavant 70% de leurs déblais inertes au niveau du Vallon du Vernet soit environ 20 000m³ par an, le reste était ensuite réparti sur différentes carrières pour réhabilitation notamment dans la plaine du Forez. Après la fermeture du Vallon du Vernet les sociétés ont dû trouver de nouveaux points de dépôt et donc négocier avec de nouvelles carrières, plus éloignées, ne recyclant pas forcément ce qu'il peut l'être. Grâce à VALFOREZ, les sociétés auront un point de reprise de leurs déchets inertes et pourront pratiquer le double fret en repartant avec des matériaux, permettant également d'optimiser le transport routier et réduire les nuisances qui en sont liées.

II.5. NATURE DES ACTIVITES

L'activité concernée par la demande d'autorisation est le stockage de déchets inertes et le négoce de matériaux valorisés ainsi que le recyclage, au sein d'une ancienne carrière d'argiles.

Les horaires et périodes d'activités ont été citées précédemment.

- La réalisation des travaux préparatoires :
 - La mise en sécurité du site (positionnement des bornes de repérage, modification de la clôture de sécurité, renforcement des panneaux et d'information, ... ;
 - Les opérations de débroussaillage des pistes et plateformes futures (évacuation des déchets verts si besoin vers des installations d'accueil spécialisées) ;
 - La remise en état des pistes effondrées ;
 - Le drainage de l'ancienne zone d'extraction de la carrière de BOUYER LEROUX ;
 - Création, imperméabilisation et revêtement des pistes, de la base vie et des zones de négoce et de tri.
- Les travaux de concassage et de remblaiement :
 - Concassage des déchets inertes entrants par campagne 2 fois par an ;
 - Remblaiement des matériaux non valorisables par une chargeuse ou transfert des matériaux valorisés sur la plateforme de négoce.
- Le réaménagement :

De par la nature du projet, le réaménagement sera réalisé de manière coordonnée à l'exploitation du site.

II.6. ACTIVITE « ISDI »

II.6.1. NATURE DES MATERIAUX EXPLOITES

Les déchets susceptibles d'être admis dans les installations de stockage de déchets inertes dont l'exploitation est autorisée en application de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement sont listés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 7 : Codes du projet d'ISDI

CHAPITRE DE LA LISTE DES DÉCHETS (décret n° 2002-540)	CODE (décret n° 2002-540)	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
15. Emballages et déchets d'emballage.	15 01 07	Emballage en verre.	
17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 01	Bétons.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 02	Briques.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 03	Tuiles et céramiques.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
17. Déchets de construction et de démolition.	17 02 02	Verre.	
17. Déchets de construction et de démolition.	17 03 02	Mélanges bitumineux.	Uniquement après réalisation d'un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron.
17. Déchets de construction et de démolition.	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais).	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable.
19. Déchets provenant des installations de gestion des déchets.	19 12 05	Verre.	
20. Déchets municipaux.	20 02 02	Terres et pierres.	Provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs ; à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.
(1) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc., peuvent également être admis dans l'installation.			

Les déchets acceptés pour l'ISDI sont :

17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 02	Briques.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 03	Tuiles et céramiques.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
17. Déchets de construction et de démolition.	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais).	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable.
20. Déchets municipaux.	20 02 02	Terres et pierres.	Provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs ; à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

Les déchets acceptés pour le recyclage sont :

17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 01	Bétons.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
17. Déchets de construction et de démolition.	17 03 02	Mélanges bitumineux.	Uniquement après réalisation d'un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron.

II.6.2. PHASAGE D'EXPLOITATION

Le remblaiement du site se fera sur 14 ans. L'ancienne zone d'extraction de la carrière sera remblayée dans un premier temps, puis les plateformes de recyclage, et pour finir la piste Ouest.

Le phasage peut être décomposé en trois zones :

- Zone 1 : correspondant à l'ancienne zone d'extraction. Son remblaiement sera réalisé d'Ouest en Est sur les trois zones (A, B et C) successivement à une épaisseur de 380 m NGF à 394 m NGF maximale.
La première phase (T0 à T+3) correspond au remblaiement des secteurs A, B et C à la côte de 380 m NGF.
La seconde phase (T+4 à T+6) correspond au remblaiement des secteurs A, B et C à la côte 384 m NGF.
La troisième phase (T+7 à T+9) correspond au remblaiement des secteurs A, B et C à la côte 389 m NGF.
La quatrième phase (T+10 à T+11) correspond au remblaiement du secteur A à la côte 394 m NGF et le secteur B à la côte 391 m NGF.
- Zone 2 :
La cinquième phase (T+12 à T+13) correspond au remblaiement des deux plateformes de recyclage à la côte 394 m NGF.
- Zone 3 :
La sixième phase (T+14) recordera le merlon Ouest du site à la zone 1 et donc à une altitude de 394m NGF.

A noter que la partie recyclage sera déplacée progressivement toujours au sein de l'emprise de l'ICPE. Son emplacement sera adapté en fonction de l'avancement du remblaiement de l'ancienne carrière. Pour rappel, il n'y aura pas d'installation fixe, le recyclage sera réalisé grâce à un concasseur mobile présent sur site uniquement lors de la campagne de recyclage. A Partir de la 12^{ème} et 13^{ème} année, seuls les tas de déchets inertes recyclables et les tas de matériaux recyclés seront amenés à être déplacés.

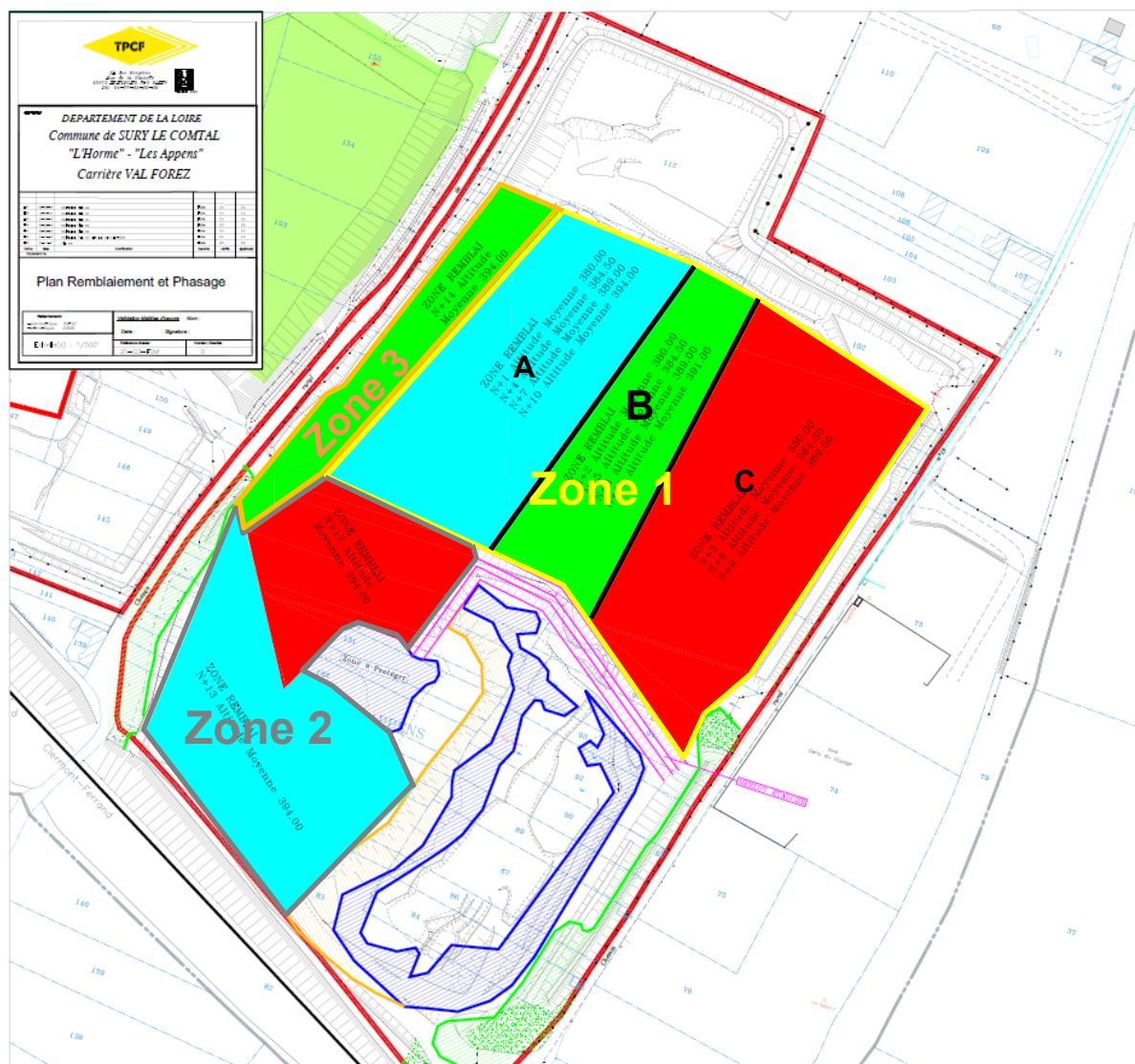


Figure 6 : Plan de phasage du remblaiement

Source : TPCF

II.6.3. SYNTHÈSE

Tableau 8: Fiche signalétique de l'ISDI

Fiche signalétique du projet	
Superficie du périmètre de demande d'autorisation	84 927 m ² , soit 8,5 ha
Superficie du périmètre d'exploitation	44 102 ² , soit 4,4 ha
Durée de la demande d'autorisation sollicitée	15 ans, dont 1 an pour la re-végétalisation du site
Période d'intervention	Toute l'année, hors week-end et jours fériés. Avec deux campagnes de concassage annuelles
Horaire d'ouverture du site	Période diurne (7h à 17h00) / Pas d'intervention en période nocturne.
Codes déchets acceptés	15-01-07, 17-01-01, 17-01-02, 17-01-03, 17-01-07, 17-02-02, 17-03-02, 17-05-04, 17-06-05, 19-12-05 et 20-02-02
Volume	
Matériaux remblayés	550 000 m ³ en 14 ans
Déchets entrant	100 000 tonnes annuelles
- dont matériaux revalorisables	30% soit 30 000 tonnes annuelles
- dont inertes non valorisables	70% soit 70 000 tonnes annuelles
Remise en état	La remise en état du site aura pour objectif de lui rendre sa vocation agricole (conformément au PLUi Loire Forez), les zones remblayées seront donc réaménagées pour la culture ou l'élevage, les merlons enherbés seront raccordés. La zone humide et le lac toujours présents au sud resteront intacts, et des boisements seront plantés entre eux pour permettre une continuité écologique. Une piste sera créée.

II.7. ACTIVITES CONNEXES A L'ACTIVITE « ISDI »

II.7.1. TRAITEMENT DE MATERIAUX

- ↳ Rubrique n°2515.1 (installation de broyage, concassage, criblage... en vue de la production de matériaux) de la nomenclature des ICPE

La puissance installée est supérieure à 200 kW (puissance du concasseur : 350 kW). (enregistrement)

II.7.2. STOCKAGE DE PRODUITS MINERAUX

- ↳ Rubrique n°2517 de la nomenclature des ICPE

L'emprise totale de la station de transit étant supérieure à 10 000 m² l'activité est soumise à enregistrement.

II.7.3. EAU

- ↳ Rubrique Loi sur l'Eau 1.1.2.0. Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration
- ↳ Cf Rapport hydrogéologique BERGA SUD

L'ancienne zone d'extraction de la carrière BOUYER LEROUX aujourd'hui en eau sera vidée au cours de la phase travaux, représentant une vidange de 150 000m³ (**Supérieur à 10 000 m3 / an mais inférieur à 200 000 m3 / an : déclaration**)

Selon le bureau d'étude hydrogéologique BERGA SUD, aucun ouvrage de prélèvement d'eau pour l'Alimentation en Eau Potable (AEP), captant les eaux souterraines, n'est référencé dans un rayon de 3,5 km autour de la carrière (mis-à-part à environ 1980m au Sud-Ouest du site où se trouve une prise d'eau sur le canal du Forez, utilisée de manière exceptionnelle et ponctuelle pour assurer le bon fonctionnement de la station de traitement d'eau potable de la Mare, sans mise en distribution de cette ressource).

Le projet est également localisé à environ 1 km au Nord du Périmètre de Protection Rapprochée du Canal de Forez

Les eaux utilisées sont les suivantes :

- **Eau de consommation courante** : Base vie alimentée en eau potable par le réseau communal.
- **Eau sanitaire** : réseau communal.
- **Eau d'arrosage des pistes** : réseau communal.

- ↳ Rubrique Loi sur l'eau 2.5.1.0

Le projet étant entouré de merlons, la surface interceptée du bassin versant est considérée comme équivalente à la surface du périmètre du site et donc d'environ 8,5 ha (**surface du bassin versant intercepté supérieure à 1 ha mais inférieur à 20 ha : déclaration**).

II.7.4. **DECHETS INDUITS PAR LE PERSONNEL ET LES ENGINS**

Comme indiqué précédemment, l'entretien courant des engins intervenant sur l'ISDI est réalisé au sein de l'atelier COLAS SAINT ETIENNE.

Ces déchets ainsi que les déchets ménagers seront regroupés, triés et évacués vers les filières adaptées.

II.8. **INCONVENIENTS DE L'EXPLOITATION**

Les inconvénients et dangers de l'exploitation sont présentés dans les pièces suivantes :

- **Etude d'impact** (volet 1 de la pièce 3) et son **résumé non technique** (volet 2 de la pièce 3) ;
- **Evaluation des incidences du projet sur les sites Natura 2000** (volet 1 de la pièce 3 et volet 2 de la pièce 8) ;
- **Etude de dangers** (pièce 4).

VOLET 3

CONTEXTE REGLEMENTAIRE

I. CADRE GENERAL

La composition du présent dossier de demande d'autorisation d'exploiter est établie selon la législation en vigueur, en particulier dans le domaine des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : il est fait référence ci-après au Code de l'Environnement en rappelant la concordance avec l'ancienne dénomination des textes correspondants (cf. tableau ci-après) :

- Partie législative du Code de l'Environnement : Titre I du Livre V : articles L.511-1 à L.517-2 (ancienne loi n°76-663 du 1^{er} juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) ;
- Partie réglementaire du Code de l'Environnement : Titre I du Livre V : articles D.511-1 à D.517-10 (ancien décret modifié n°77-1133 du 21 septembre 1977) ;
- Nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : Titre I du Livre V : articles L.511- 9 à R.511-10 du Code de l'Environnement (résultant des décrets du 7 juillet 1992 et du 29 décembre 1993, de la circulaire du 14 juin 1994 et du décret du 11 mars 1996).

II. AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE UNIQUE

A compter du 1er mars 2017, la procédure d'Autorisation Environnementale Unique a été généralisée sur le territoire national, après une phase de tests. L'Autorisation Unique Environnementale concerne les projets relevant du régime d'autorisation au titre :

- de la nomenclature relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;
- de la nomenclature « Loi sur l'Eau ».

L'arrêté d'Autorisation Environnementale Unique permet de regrouper entre autres, dans un seul acte administratif, les autorisations relatives aux procédures :

- ICPE (Code de l'Environnement) ;
- « Loi sur l'Eau » (Code de l'Environnement) ;
- Défrichement (Code Forestier) ;
- Dérogation au titre des espèces protégées (Code de l'Environnement).

 Article L.181- du Code de L'Environnement :

L'autorisation environnementale, dont le régime est organisé par les dispositions du présent livre ainsi que par les autres dispositions législatives dans les conditions fixées par le présent titre, est applicable aux activités, installations, ouvrages et travaux suivants, lorsqu'ils ne présentent pas un caractère temporaire :

1° Installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au I de l'article L. 214-3¹, y compris les prélèvements d'eau pour l'irrigation en faveur d'un organisme unique en application du 6° du II de l'article L. 211-3 ;

2° Installations classées pour la protection de l'environnement mentionnées à l'article L. 512-1.

Elle est également applicable aux projets mentionnés au deuxième alinéa du II de l'article L. 122-1-1 lorsque l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation est le préfet, ainsi qu'aux projets mentionnés au troisième alinéa de ce II.

L'autorisation environnementale inclut les équipements, installations et activités figurant dans le projet du pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à ces activités, installations, ouvrages et travaux ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients.

 Article L.122-1-1- du Code de L'Environnement :

Paragraphe 2.II :

Lorsqu'un projet soumis à évaluation environnementale relève d'un régime déclaratif, il est autorisé par une décision de l'autorité compétente pour délivrer le récépissé de déclaration, qui contient les éléments mentionnés au I.

Sont soumis à la procédure d'Autorisation Unique les projets relevant du régime d'autorisation :

- *au titre de la « Loi sur l'Eau » (nomenclature disponible à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement). Sont exclus de la procédure d'Autorisation Environnementale Unique les installations, ouvrages et travaux temporaires.*
- *au titre des Installations Classées pour l'Environnement (ICPE) (nomenclatures disponibles aux annexes 1 et 2 de l'article R.511-9 du Code de l'Environnement).*

II.1. RUBRIQUES « ICPE »

Les rubriques de la nomenclature des « Installations Classées Pour l'Environnement » (ICPE) concernées par le projet d'ISDI de la société VALFOREZ sont les suivantes :

Tableau 9: Rubriques ICPE concernées par le projet

NOMENCLATURE I.C.P.E.			
NUMERO DE LA RUBRIQUE	DESIGNATION DE L'ACTIVITE	QUANTIFICATION DE L'ACTIVITE	REGIME
2760-3	Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 Installation de stockage de déchets inertes	Volume total de 550 000 m ³	Autorisation
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : c) Supérieure à 200 kW	Différents équipements de broyage et concassage (broyage, émottage) Puissance totale installée = 350 kW	Enregistrement
2517-1	Station de transit de produits minéraux solides, ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, La superficie de stockage étant supérieure à 10 000 m ²	Stockage de produits minéraux de = 11 480 m ²	Enregistrement

Le projet de création d'une ISDI par la société VALFOREZ est soumis au régime **d'Autorisation au titre de la rubrique 2760-3** de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (Code de l'Environnement).

II.2. RUBRIQUES « LOI SUR L'EAU »

Remarque : Les installations classées doivent s'assurer du respect des intérêts protégés par la législation de l'eau et le principe de gestion équilibrée de la ressource en eau. C'est au travers de la législation des installations classées que, pour les installations qui y sont soumises, les objectifs de la « Loi sur l'Eau » doivent être respectés.

L'article R.214-1 du Code de l'Environnement précise les travaux et aménagements relevant du régime de déclaration ou d'autorisation au titre de la « Loi sur l'Eau ».

Les rubriques de la nomenclature au titre de la « Loi sur l'Eau » (codifiée dans le Code de l'Environnement) et de ses décrets d'application concernés par le projet sont les suivants :

Tableau 10: Rubrique de la loi sur l'eau concernée par le projet

Rubrique	Désignation de l'activité	Nature et volume des activités	Régime visé
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m ³ / an : (A) projet soumis à Autorisation. 2° Supérieur à 10 000 m ³ / an mais inférieur à 200 000 m ³ / an : (D) projet soumis à Déclaration.	Vidange de l'ancienne zone d'extraction : 150 000 m ³	Déclaration
3.3.1.0.	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) ; 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	4 094,7 m ²	Déclaration
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	8,5 ha	Déclaration
2.2.3.0.	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets réglementés au titre des autres rubriques de la présente nomenclature ou de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9, le flux total de pollution, le cas échéant avant traitement, étant supérieur ou égal au niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent.	DCO rejetée : 32 kg/j composés halogénés : 192 g/j	Déclaration

Le projet d'ISDI de la société VALFOREZ est soumis à déclaration au titre de la « Loi sur l'Eau ».

II.3. CONCLUSION

Le projet de création d'une Installation de Stockage des Déchets Inertes sur l'ancienne carrière Les Appens, porté par la société VALFOREZ est soumis à autorisation au titre du régime ICPE, il relève de ce fait de l'Autorisation Unique.

III. PORTEE DE L'AUTORISATION UNIQUE

III.1. DEFRICHEMENT

Au vu de la nature du site, aucun défrichement n'est jugé nécessaire.

III.2. DEROGATION AU TITRE DES ESPECES PROTEGEES

↪ Cf « Dossier de demande de dérogation d'espèces protégées » réalisé par EVENIRUDE

Le volet naturel réalisé dans le cadre du projet a mis en exergue une ou plusieurs espèces protégées dans l'emprise du projet.

De ce fait, la mise en œuvre du projet nécessite l'obtention d'une dérogation au titre des articles R.411-1 et suivants du Code de l'Environnement relatifs à l'altération d'habitats d'espèces et à la destruction d'espèces protégées.

III.3. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'annexe 1 de l'article R.122-1 du Code de l'Environnement précise la liste des projets susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et devant faire l'objet systématiquement d'une évaluation environnementale (étude d'impact), ou après décision administrative au terme de la procédure « Cas par Cas ».

Les ISDI ne sont cependant pas cités dans cette annexe mais le remblaiement intervenant pour partie en eau, le service instructeur UTDREAL a fait part à la société COLAS que le projet serait instruit sous une procédure d'autorisation et non d'enregistrement au titre de la rubrique 2760-3.

IV. PROCEDURE D'AUTORISATION

Les demandes relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'environnement font l'objet d'une enquête publique et d'une enquête administrative en application des articles R.512-11 à R.512-27 du Code de l'Environnement.

Préalablement à la mise à enquête publique, le projet est soumis à avis de l'Autorité Environnementale qui se prononce sur la qualité de l'évaluation environnementale et analyse la manière dont l'environnement est pris en compte.

Dans le cadre des dossiers ICPE, l'Autorité Environnementale est le Préfet de Région, représenté par la DREAL.

L'autorité environnementale doit être différenciée de l'autorité en charge d'autoriser le projet, dans le cas présent le Préfet de Département.

Parallèlement à l'enquête publique, le Préfet de Département (ou son représentant) adresse un exemplaire du dossier aux services administratifs concernés pour qu'ils se prononcent sur le projet dans un délai de 45 jours.

- Lorsque, après avis de l'inspecteur de l'environnement, le Préfet de Département (ou son représentant) juge le dossier complet, il saisit :
 - o le Tribunal Administratif pour la désignation du commissaire enquêteur ou d'une Commission d'Enquête, puis soumet le dossier à l'enquête publique par voie d'arrêté ;
 - o A compter de la réception du dossier, l'Autorité Environnementale a un délai de 2 mois pour émettre son avis. L'avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans ce délai. Cet avis (ou l'information relative à l'existence d'un avis tacite) est joint au dossier mis à l'enquête publique.
- L'enquête publique est annoncée au public par affichage dans la commune concernée par le projet : Sury-le-Comtal ainsi que par publication dans la presse (deux journaux locaux ou régionaux), aux frais du demandeur ;
- Le dossier et un registre d'enquête sont tenus à la disposition du public, en mairie de chaque commune pendant une durée d'un mois, le premier pour être consulté, le second pour recevoir les observations du public notamment celles relatives à la protection des intérêts visés par l'article L.511-11 du Code de l'environnement ;
- Les personnes qui le souhaitent peuvent également s'entretenir avec le commissaire enquêteur lors de ses permanences ;
- Le Conseil Municipal de la commune où l'installation et ses activités connexes sont implantées (Sury-le-Comtal) ainsi que les conseils municipaux des communes situées dans le rayon d'affichage sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation.

A l'issue de l'enquête publique, le dossier d'instruction, accompagné du registre d'enquête, de l'avis du commissaire enquêteur, du mémoire en réponse du pétitionnaire, des avis des conseils municipaux et des avis des services concernés est transmis à l'inspecteur des installations classées qui rédigera un rapport de synthèse et un projet de prescriptions, en vue d'être présentés aux membres de la Commission Départementale de la Nature du Patrimoine et des Sites (CDNPS) pour avis et permettre au Préfet de Département de statuer sur la demande.

V. DEROULEMENT D'UNE PROCEDURE D'AUTORISATION (DELAIS DONNES A TITRE INDICATIF)

Dans le cadre de l'analyse de la recevabilité du dossier, les services d'État compétents de l'instruction de la demande d'autorisation et les personnes publiques associées font l'objet d'une préconsultation.

Le dossier est jugé recevable après prise en compte de l'ensemble de ces avis.

LES ÉTAPES DE LA PROCÉDURE



Figure 7: Schéma de principe du déroulement de la procédure d'Autorisation Environnementale Unique

(Source : DREAL)

VI. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES ARRETES MINISTERIELS

VI.1. ARRETE DU 12/12/2014 (RUBRIQUE 2760-3 : INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS – AUTORISATION)

L'arrêté du 12 décembre 2012 définit les prescriptions générales applicables aux installations de stockage des déchets inertes soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2760 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Au vu de ses caractéristiques, le projet d'ISDI par la société VALFOREZ était éligible au régime de l'enregistrement.

Cependant, le remblaiement intervenant en affleurement de nappe, le service instructeur UTDREAL a fait part à la société COLAS que le projet serait instruit sous une procédure d'autorisation et non d'enregistrement au titre de la rubrique 2760-3, d'où le présent dossier de demande d'autorisation.

L'analyse de compatibilité complète, réalisée article par article est présentée en annexe n°1.

VI.2. ARRETE DU 26/11/2012 (RUBRIQUE 2515 : INSTALLATION DE CONCASSAGE-CRIBLAGE – ENREGISTREMENT)

L'arrêté du 26 novembre 2012 définit les prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, soumises au régime de l'enregistrement, sous la rubrique n° 2515 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Le projet d'ISDI est compatible avec le présent arrêté.

L'analyse de compatibilité complète, réalisée article par article est présentée en annexe n°2.

VII. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS CADRE ET REGLEMENT D'URBANISME

☞ Cf. détail Pièce 3 - Etude d'impact

VII.1. PLAN NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS 2021-2027

A l'échelle locale, ce sont les **Programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA)** qui doivent permettre la réalisation des mesures de prévention du PNPD et du SRADDET volet _ déchets ou du PRPGD le cas échéant.

Le plan national de prévention des déchets (PNPD), prévu à l'article L. 541-11 du code de l'environnement et piloté par le ministère chargé de l'environnement, vise à fournir une vision d'ensemble des orientations stratégiques de la politique publique de prévention des déchets et les actions à mettre en oeuvre pour y parvenir.

Le PNPD a vocation à fixer les priorités d'actions dans le domaine de la prévention des déchets afin d'atteindre les objectifs définis par la loi. Il constitue également un outil opérationnel qui permet d'assurer le suivi de la mise en oeuvre des mesures de prévention.

La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10 février 2020 fixe les objectifs suivants en matière de prévention des déchets:

- Réduire de 15 % les quantités de déchets ménagers et assimilés produits par habitant en 2030 par rapport à 2010 (loi antigaspillage - article 3) ;
- **Réduire de 5 % les quantités de déchets d'activités économiques par unité de valeur produite, notamment du secteur du bâtiment et des travaux publics, en 2030 par rapport à 2010 (loi antigaspillage– article 3) ;**
- Augmenter le réemploi et réutilisation des déchets pour atteindre une quantité équivalente à 5 % du tonnage des déchets ménagers en 2030 (loi anti-gaspillage – article 4) ;
- Atteindre une part des emballages réemployés mis sur le marché de 5 % en 2023 et 10 % en 2027 (loi anti-gaspillage – article 9) ;
- Réduire le gaspillage alimentaire de 50 % d'ici 2025, par rapport à 2015, dans la distribution alimentaire et la restauration collective, et de 50 % d'ici 2030, par rapport à 2015, dans la consommation, la production, la transformation et la restauration commerciale. (loi anti-gaspillage – article 11) ;
- Viser la fin de la mise sur le marché d'emballages en plastique à usage unique d'ici à 2040 (loi anti-gaspillage – article 7) ; réduire de 50 % d'ici 2030 le nombre de bouteilles en plastique à usage unique pour boisson mises sur le marché (loi anti-gaspillage – article 66).

Ces objectifs se déclinent par la suite en 5 axes et 47 mesures.

Le projet de création d'une Installation de Stockage des Déchets par la société VALFOREZ s'inscrit donc dans la volonté du Plan National de Prévention des Déchets par sa vocation à réduire les déchets du BTP en valorisant au minimum 30% des entrants sur site.

VII.2. SCHEMA REGIONAL DES CARRIERE REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES

Le Schéma Régional des Carrières de la région Auvergne-Rhône-Alpes définit 3 grands objectifs :

- Approvisionner durablement la région en matériaux et substances de carrières, en soutien aux politiques publiques d'accès au logement et à la relance des filières industrielles françaises ;
- Viser l'excellence en matière de performance environnementale, en exigeant des projets de carrières exemplaires sur la réduction des nuisances et des impacts ;
- Ancrer dans les stratégies territoriales de planification la gestion des ressources en matériaux, en particulier par la compatibilité des schémas de cohérence territoriale (SCoT) avec le schéma.

L'exploitation de l'ancienne carrière BOUYER LEROUX (Les Appens) étant terminée, le gisement présent n'est pas considéré comme un enjeu majeur. Cependant, son réaménagement doit être à la hauteur des exigences du SRC Auvergne-Rhône-Alpes. Le remblaiement de l'ancienne carrière par des déchets inertes s'inscrit donc dans un objectif de réduction des impacts des chantiers du BTP mais aussi des carrières alentours, et rend alors le projet de création d'une ISDI par la société VALFOREZ compatible avec le SRC Auvergne-Rhône-Alpes.

VII.3. AUTRES DOCUMENTS CADRES

La compatibilité du projet avec les documents cadres est présentée dans l'étude d'impact (*cf. pièce 3*).

VII.4. DOCUMENTS D'URBANISME ET AUTRES REGLEMENTATION

VII.4.1. PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

La commune de Sury-le-Comtal est concernée par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Loire Forez approuvé le 13 décembre 2022 et dont la modification simplifiée n°1 a été approuvé le 12 décembre 2023.

Au PLU en vigueur, les terrains relatifs au projet d'ISDI sont classés dans en quasi-totalité en zone « A » : secteur pour le maintien et le développement de l'activité agricole avec une sur-zonage « secteur protégé pour la richesse du sol et du sous-sol ». Le projet est avec ces zones au vu du fait que le réaménagement aura une vocation agricole et que les matériaux remblayés sont des matériaux inertes et ne perturbent donc pas le sous-sol.

Seule la parcelle n°112 est en Ue7.

Le projet est compatible avec le document d'urbanisme en vigueur de la communauté d'agglomération Loire Forez.

Tableau 11: Zonage du PLU

Zonage	Réglementation liée au zonage
Ue7	La zone ue7 correspond aux secteurs économiques mixtes : pouvant accueillir du commerce de gros, de l'industrie (dont l'artisanat du secteur de la construction de l'industrie), ainsi que des bureaux. Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation y sont interdites, à moins qu'elles ne génèrent pas de risque ou de nuisance pour le voisinage, notamment résidentiel ou d'équipement.
A	La zone A correspond aux secteurs agricoles à protéger en raison du potentiel agronomique biologique ou économique des terres. En sus des activités agricoles, quelques groupes d'habitations (hameaux ou habitat diffus) sont également implantés dans la zone.

Le projet de création d'une ISDI est compatible avec le zonage et le règlement du PLUi de Loire Forez agglomération.

VII.4.2. **PLAN DE PREVENTION DES RISQUES (PPR)**

↳ Cf. détail de l'analyse dans l'étude d'impact (pièce 3/9)

Dans le cadre de la prévention des inondations, des études sur le bassin versant de la rivière la Mare et le Bonson ont été réalisées par la Communauté d'Agglomération de Loire Forez et la DDT de la Loire.

La commune de Sury-le-Comtal fait partie des communes concernées. Cependant le PPRNpi est toujours en cours d'élaboration.

Cependant, un Porter-à-Connaissance préfectoral des aléas inondation pour les cours d'eau précités a été approuvé le 17 juin 2022.

La cartographie de ce PAC expose que la zone du projet n'est pas non plus concernée par un aléa inondation en crue centennale.

Mis à part un PPRNpi en cours d'élaboration, la commune de Sury-le-Comtal n'est concernée par aucun Plan de Prévention des risques.

VII.5. **PERMIS DE CONSTRUIRE**

Le projet d'ISDI sur la commune de Sury-le-Comtal ne nécessite pas de demande de permis de construire, du fait de la présence d'une installation de concassage **mobile** et d'une base vie **sans fondations**.

VIII. **PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL**

VIII.1.1. **EVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET SUR LE RESEAU DE PROTECTION EUROPEEN NATURA 2000**

↳ Cf. VNEI Evenirude

VIII.1.1.1. **ZSC FR8201755 – Etangs du Forez**

Cette zone Natura 2000 est située à 2,5 km au Sud de la zone d'étude. Ce zonage est séparé du site d'étude par une autoroute, des milieux urbains et agricoles qui fragmentent particulièrement les habitats en présence.

Seules les espèces et les habitats ayant justifié la désignation du site Natura 2000 (ZSC) et susceptibles de subir une atteinte sont pris en compte.

Ainsi, par différence, ne sont pas pris en compte :

- Les habitats et espèces dont la présence est avérée mais non significative sur le site Natura 2000 (dans le FSD : cotation D du champ POPULATION RELATIVE),
- Les habitats et espèces dont la présence est avérée et significative sur le site Natura 2000 (dans le FSD : cotation A, B ou C du champ POPULATION RELATIVE) mais absents ou peu potentiels au sein de la zone du projet, qui ne subiront donc aucune atteinte.

Espèces concernées par l'évaluation d'incidences

Pour rappel, sont présentées ci-dessous les espèces ayant justifié la désignation du site Natura 2000. Les espèces présentes au sein de l'emprise projet même sont précisées dans ce tableau.

Tableau 12 : Espèces visées à l'annexe II de la Directive 92/43/CEE

Espèces	Présence sur le site FR8201755	Présence sur l'emprise du projet	Utilisation du site d'étude	Enjeu local de conservation
Marsilée à quatre feuilles	Avérée	Non	-	-
Ecaille chinée	Avérée	Non	-	-
Caldésie à feuille de parnassie	Avérée	Non	-	-
Cuivré des marais	Avérée	Non	-	-
Sonneur à ventre jaune	Avérée	Non	-	-
Barbastelle d'Europe	Avérée	Avérée	Transit - chasse	Modéré

Tableau 13 : Présentation des données issues du FSD pour les espèces d'intérêt communautaire inventoriées sur le site d'étude

Nom vernaculaire (Nom scientifique)	Type	Effectif	Cat.	Qualité des données	A/B/C/D	A/B/C		
			C/R/V/P		Pop.	Cons.	Isol.	Glob.
Barbastelle d'Europe (<i>Barbastella barbastellus</i>)	p	-	R	DD	D	-	-	-

Type : p = espèce résidente (sédentaire), **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.)** : P = espèce présente ; V = espèce très rare, **Qualité des données** : M = «Moyenne» (données partielles + extrapolations, par exemple) ; P = «Médiocre» (estimation approximative, par exemple) ; DD = Données insuffisantes, **Population** : C = $2 \geq p > 0\%$; D = Non significative, **Conservation** : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite», **Isolement** : C = population non isolée dans son aire de répartition élargie, **Evaluation globale** : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative»

➤ Barbastelle d'Europe

La **Barbastelle d'Europe** a été observée en transit et en chasse sur site. Le boisement n'est actuellement pas favorable au gîte de l'espèce (arbres jeunes). Cette espèce présente un enjeu modéré au sein de la zone d'étude. L'état de conservation de la population à l'échelle de la ZSC n'est pas indiqué pour la Barbastelle d'Europe.

Cette espèce chasse en milieux boisés. Une petite partie de ces habitats sur site seront impactés

Les incidences potentielles sur cette espèce sont les suivantes :

- **Une destruction d'habitat d'espèces** : Le dégagement des emprises entraînera la suppression de 6 664 m² de milieux boisés, zone de chasse d'intérêt pour la Barbastelle d'Europe (soit 33,7 %) par du déboisement.

Compte tenu que :

- La zone de projet est en dehors du site Natura 2000 et éloignée de 2,5 km ;
- Aucun habitat de gîte n'étant impacté (alimentation uniquement)
- Que le site Natura 2000 est séparé du site d'étude par des milieux urbains, agricoles et une autoroute

Il est possible de conclure que le projet ne présente pas d'incidence significative au regard des populations de Barbastelle d'Europe, espèce ayant justifié la désignation du site Natura 2000 ZSC FR8201755 – Etangs du Forez.

Habitats concernés par l'évaluation d'incidences

Aucun habitat d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site Natura ZSC FR2601017 – « Val de Loire bocager » n'est présent sur le site d'étude.

De ce fait, l'incidence du projet sur l'état de conservation des habitats du site Natura 2000 est jugée nulle.

VIII.1.1.2. Evaluation des incidences sur la ZPS FR8212024 – Plaine du Forez

Ce site est localisé à 2,0 km au sud-est de la zone projet. Ce zonage est séparé du site d'étude par une autoroute, des milieux urbains et agricoles qui fragmentent particulièrement les habitats en présence.

❖ Espèces concernées par l'évaluation d'incidences

Pour rappel, 104 espèces d'oiseaux ayant justifié la désignation du site Natura 2000 sont présentes au sein de la ZPS.

Les espèces d'intérêt communautaire présentes au sein de l'emprise projet même sont précisées dans ce tableau.

Tableau 14 : Espèces visées à l'annexe I de la Directive 92/43/CEE

Espèces	Présence sur le site FR8212024	Présence sur l'emprise du projet	Utilisation du site d'étude	Enjeu local de conservation
Chevalier guignette	Avérée	Avérée	Reproduction	Fort
Milan noir	Avérée	Avérée	De passage	Faible
Grand-duc d'Europe	Avérée	Présent à proximité du site	Alimentation	Modéré

Tableau 15 : Présentation des données issues du FSD pour les espèces d'intérêt communautaire inventoriées sur le site d'étude

Nom vernaculaire (Nom scientifique)	Type	Effectif	Cat.	Qualité des données	A/B/C/D			
			C/R/V/P		Pop.	Cons.	Isol.	Glob.
Chevalier guignette (<i>Actitis hypoleucos</i>)	r		P	DD	P			
Milan noir (<i>Milvus migrans</i>)	r	70 - 120 couples	C	M	C	B	C	B
Grand-duc d'Europe (<i>Bubo bubo</i>)	p	6 – 8 couples	P	M	C	B	C	B

Type : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice), **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.)** : P : espèce présente, C : espèce commune, V : espèce très rare, **Qualité des données** : G = « Bonne » (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M = « Moyenne » (données partielles + extrapolations, par exemple), P = « Médiocre » (estimation approximative, par exemple); DD = Données insuffisantes. **Population** : A = $100 \geq p > 15\%$; B = $15 \geq p > 2\%$; C = $2 \geq p > 0\%$; D = Non significative, **Conservation** : A = « Excellente », B = « Bonne », C = « Moyenne/réduite », **Isolement** : C = population non isolée dans son aire de répartition élargie, **Evaluation globale** : B = « Bonne », C = « Significative ».

➤ Chevalier guignette

A l'échelle du site d'étude, cette espèce utilise potentiellement les berges du plan d'eau pour sa reproduction. Elle possède un enjeu local jugé fort. Le plan d'eau sera impacté à hauteur de 80,2 % de sa surface initiale.

Ainsi, les incidences potentielles sur cette espèce sont les suivantes :

- **Un risque de destruction d'individus** lors des travaux d'implantation (dégagement des emprises etc) si ces travaux sont réalisés en période de reproduction des espèces.
- **Une destruction d'habitats d'espèces** : le dégagement des emprises, le pompage du plan d'eau, et la création de voirie (21 141,5 m² de milieux aquatiques impactés).
- **Un dérangement** plus ou moins important en fonction de la période d'intervention en phase travaux et en phase exploitation, pouvant entraîner la fuite des individus et l'abandon des pontes et nichées.

De par l'éloignement du périmètre projet et du site Natura 2000, les incidences brutes du projet sont jugées faibles sur les populations de Chevalier guignette, espèce ayant justifié la désignation du site Natura 2000.

➤ **Milan noir**

Cette espèce a été observée uniquement en vol et n'a jamais été contactée au sein du site d'étude dans lequel elle n'est pas susceptible de s'y reproduire.

De ce fait, l'incidence du projet sur l'état de conservation des populations de cette espèce du site Natura 2000 est jugée nulle.

➤ **Grand-duc d'Europe**

Cette espèce a été observée en nidification hors site mais à proximité. Elle n'est pas susceptible de se reproduire sur site mais peut être présente en alimentation.

Cette espèce présente un niveau de conservation estimé « Bon » à l'échelle du site Natura 2000.

Le projet n'impact pas de zone de reproduction de cette espèce. Seules des incidences liées au **dérangement** en phase travaux et exploitation sont à prévoir.

Le projet ne remettra pas en cause les populations de Grand-duc d'Europe ayant justifiée la désignation du site Natura 2000 et l'incidence brute du projet sur ces dernières est jugée faible.

❖ **Conclusion**

Il est possible de conclure que le projet ne présente pas d'incidence significative au regard des populations de Chevalier guignette, de Milan noir et de Grand-duc d'Europe ayant justifiées la désignation du site Natura 2000 FR8212024 – « Plaine du Forez ».

A noter que des mesures de réduction sont prévues pour limiter les incidences du projet sur ces populations.

VIII.1.1.3. Autres zones Natura 2000 autour de La zone d'étude

Un autre zonage Natura 2000 est présent dans un périmètre bibliographique de 10 km. On y trouve ainsi la ZSC « Milieux alluviaux et aquatiques de la Loire » (3,6 km à l'est). **Toutefois, cette ZSC se trouve être éloignée de la zone d'étude et sans lien écologique marqué.** De plus, les alentours directs de la zone d'étude sont très urbanisés et marqués par des zones de conflits linaires (Autoroute, départementales). **Au vu de la distance à ce site Natura 2000 ainsi que le contexte environnant la zone d'étude, aucune incidence sur les habitats et les populations d'espèces de ce zonage n'est à prévoir.**

VIII.1.2. **MONUMENTS HISTORIQUES**

Le périmètre de demande d'autorisation n'intercepte aucun périmètre de protection de 500 m au titre des Monuments Historiques

VIII.1.3. **SITES CLASSES ET INSCRIT**

Le périmètre de projet n'est pas localisé à l'intérieur des sites inscrits ou classés de la commune au titre de la Loi de 1930.

IX. **OCCUPATION DU SOL**

↳ Cf. Etude d'impact (pièce 3/9)

La création d'une ISDI sur l'ancienne carrière Les Appens induit l'utilisation d'un site déjà modifié par l'homme.

Le remblaiement du site permettra son réaménagement et sa réinsertion en tant que sol à usage agricole.

X. **BIENS MATERIELS**

Les équipements publics situés à proximité du site sont :

- La voie ferrée en limite Sud du site ;
- la RD8 (à environ 50 m à L'est pour la partie Sud du site) ;
- la mairie de la commune (distant d'1,3 km environ à vol d'oiseaux).

Coté Est, le périmètre de demande d'autorisation est longé par un camp de gens du voyage.

Côté Nord, sont retrouvés quelques entreprises telles qu'un garage de voitures d'occasion.

A noter, en limite Ouest du site se trouve la seconde partie de l'ancienne carrière de BOUYER LEROUX « l'Horme » réaménagée à ce jour.

Le site de projet n'est pas traversé par des réseaux aériens (lignes électriques, lignes téléphoniques) ou par des réseaux souterrains (électriques, gaz, fibre optique, ...).

ANNEXES

***ANNEXE 1 : ARRETE DU 12/12/14 (RUBRIQUE 2760 –
ENREGISTREMENT)***

Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

NOR : DEVP1412526A

Texte modifié par : Arrêté du 15 février 2016 (JO n° 69 du 22 mars 2016)

Prescriptions	Texte AM	Situation actuelle
Article 1	Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations de stockage de déchets inertes soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2760. A l'exclusion des articles 4 et 6 et du I des articles 5 et 7, qui ne sont pas applicables aux installations existantes, les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1er janvier 2015. Ces dispositions s'appliquent sans préjudice : - de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement ; - des autres législations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés. A compter du 1er janvier 2015, les prescriptions fixées avant cette date par arrêté préfectoral aux installations régulièrement autorisées en application de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement sont réputées constituer des prescriptions particulières prises au titre des articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.	/
Article 2	Au sens du présent arrêté, on entend par : « Déchet inerte » : un déchet visé par l'alinéa 4 de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; « Emergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ; « Zones à émergence réglementée » : - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ; - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ; - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;	/

Prescriptions	Texte AM	Situation actuelle
Article 2 (Suite)	« Installation de stockage de déchets inertes » : installation de dépôt de déchets inertes, à l'exclusion des installations de dépôt de déchets où : - les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent ; - les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif ; - les déchets sont valorisés en conformité avec les articles L. 541-31 et suivants du code de l'environnement.	/
Article 3	Sont exclus du champ d'application du présent arrêté : - les stockages de déchets radioactifs au sens de la directive 96/29/EURATOM du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants ; - les stockages de déchets à risques infectieux tels que définis dans le décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique ; - les stockages de déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles, et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures ; - les stockages dans des cavités naturelles ou artificielles en sous-sol.	/
CHAPITRE I Dispositions générales		
Article 4	L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement établie en conformité avec les articles R. 512-46-1 à R. 512-46-7 du code de l'environnement. L'installation est implantée hors zone d'affleurement de nappe, cours d'eau, plan d'eau, canaux et fossés, temporaires ou définitifs. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.	Prescriptions prises en compte, cf. étude d'impact et plan d'ensemble.
Article 5	I. - Concernant les installations autorisées après l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'enregistrement ; - le dossier d'enregistrement et le dossier qui l'accompagne, tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques ; - les différents documents prévus par le présent arrêté.	Un classeur sera créé avec l'ensemble des documents à réception de l'AP d'enregistrement.

Prescriptions	Texte AM	Situation actuelle
Article 5 (Suite)	II. - Concernant les installations autorisées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'autorisation ; - le dossier d'autorisation et le dossier qui l'accompagne tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques.	Sans objet
Article 6	L'installation est implantée à une distance d'éloignement de : - 10 mètres des constructions à usage d'habitation, des établissements destinés à recevoir des personnes du public, des zones destinées à l'habitation ou des captages d'eau ; - 10 mètres des voies d'eau, voies ferrées ou voie de communication routières. En cas d'impossibilité technique de respecter ces distances, l'exploitant propose des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de nuisances des tiers équivalent. Les stockages sont éloignés d'une distance d'au moins 10 mètres par rapport à la limite du site.	Les distances d'éloignement sont prises en compte dans le projet et seront respectées.
Article 7	Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : I. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.). II. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont convenablement nettoyées. III. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. IV. Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées, des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.	Prescriptions prises en compte. Le site sera maintenu nettoyé. Un décrotteur sera présent avant la sortie du site.
Article 8	L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.	Grâce au merlon déjà présents sur site, le projet d'ISDI ne sera que très peu visible et donc intégré dès le départ dans le paysage. L'ensemble du site sera maintenu propre.

Prescriptions	Texte AM	Situation actuelle
Article 9	L'exploitant récapitule dans une notice, disponible sur site, les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.) conformément aux chapitres V, VI et VII du présent arrêté. Y sont également précisées les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.) ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements.	Cf. étude d'impact. La voie d'accès est adaptée. Les merlons au pourtour du site permettront de diminuer l'acheminement des poussières. Un décrotteur sera localisé avant la sortie du site. Des mesures de poussières seront réalisées chaque année, un plan de proposition de localisation des jauges a été réalisé. Des mesures de bruits seront également réalisées.
CHAPITRE II		
Prévention des accidents et des pollutions		
Section 1 : Généralités		
Article 10	La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. L'exploitant identifie sur une liste les produits dangereux, leur nature, la quantité maximale détenue, les risques de ces produits dangereux, grâce aux fiches de données de sécurité et sur un plan leur localisation sur le site. Ces documents sont disponibles sur le site. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.	Les matières dangereuses sont limitées au réservoir de carburant pour la chargeuse. Aucun stockage ne sera réalisé sur site.
Section 2 : Dispositions constructives		
Article 11	L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte privée ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	Les services d'incendie pourront accéder au site par le portail d'entre localisé au Nord-Est du site. La desserte est adaptée.
Article 12	Des extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation, bien visibles et facilement accessibles. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Le registre de vérification périodique et de maintenance sont disponibles sur site.	Présence d'extincteurs au niveau de : - La base vie ; - L'installation de concassage ; - L'entrée du site ; La chargeuse sera également équipée d'un extincteur. La vérification des extincteurs sera réalisée de manière annuelle.

Prescriptions	Texte AM	Situation actuelle
Section 3 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles		
Article 13	I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est réalisé à l'abri des eaux météoriques et associé à une capacité de rétention adaptée au volume des réipients. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe. II. Rétention et confinement. Le sol des aires et des locaux de stockage des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté.	
Section 4 : Dispositions d'exploitation		
Article 14	I. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant suivi une formation de base sur la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits et déchets utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes autorisées sur site sont nommément identifiées dans une liste disponible sur site. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé. II. Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.	Responsable de site en permanence sur place.
CHAPITRE III Conditions d'admission des déchets		
Article 15	Les conditions d'admission des déchets sont fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.	Prescription prises en compte. Le protocole d'admission des déchets de la société COLAS sera appliqué sur site.
CHAPITRE IV Règles d'exploitation du site		
Article 16	L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.	Un seul portail à l'entrée, fermé en dehors des heures d'ouvertures. Un second portail se trouve à l'Ouest du site mais ne sera pas utilisé pour l'exploitation.
Article 17	L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci, et les bruits émis par les installations sont réduits au maximum. La livraison de déchets se fait en période diurne, sauf autorisation préfectorale spécifique.	Prescriptions prises en compte.

Prescriptions	Texte AM	Situation actuelle
Article 18	Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.	Aucun déchet ne sera brûlé.
Article 19	Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.	Les déchets seront triés sur les plateformes de tri puis acheminés à la zone de stockage. Cf. Plan d'exploitation.
Article 20	L'organisation du stockage des déchets doit remplir les conditions suivantes : - elle assure la stabilité de la masse des déchets, en particulier évite les glissements ; - elle est réalisée de manière à combler les parties en hauteur avant d'étendre la zone de AIDA - 05/02/2024 - seule la version publiée au journal officiel fait foi stockage pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries ; - elle doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon un phasage proposé par l'exploitant et repris dans le dossier d'enregistrement.	Le phasage prend en compte ces prescriptions.
Article 21	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments nécessaires pour présenter les différentes phases d'exploitation du site.	Un classeur sera mis à disposition dans la base vie.
Article 22	Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés : - l'identification de l'installation de stockage ; - le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ; - les jours et heures d'ouverture ; - la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ; - le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.	Prescriptions prises en compte.
CHAPITRE V Utilisation de l'eau		
Article 23	L'utilisation des eaux pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage des installations et d'arrosage des pistes. Afin de limiter et de réduire le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation d'eau ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible.	Prescriptions prises en compte.
CHAPITRE VI Emissions dans l'air		
Article 24	Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. Les déchets inertes stockés sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.	Prescriptions prises en compte. Arrosage des prises et des stocks en été. Mesures de poussières avec bilan annuel. Les merlons permettront de limiter l'envol des poussières en dehors du site.

Prescriptions	Texte AM	Situation actuelle
Article 25	(Arrêté du 15 février 2016, article 66) « L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales. Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond ") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée. Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m²/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. »	5 jauges Owen avec des relevés trimestriels. Bilan annuel.

Prescriptions	Texte AM	Situation actuelle									
CHAPITRE VII Bruit et vibrations											
Article 26	I. Valeurs limites de bruit. Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :	Des mesures de bruits seront réalisées dès l’ouverture du site. Les localisations potentielles des mesures de bruit sont présentées dans l’étude d’impact.									
	<table><tr><td>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant</td><td>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf</td><td>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</td></tr><tr><td>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr></table>		NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant		ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés							
	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés		6 dB (A)	4 dB (A)							
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)									
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-avant.											
II. Véhicules - engins de chantier. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents											
CHAPITRE VIII Déchets											
Article 27	Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux déchets inertes reçus par l'installation. De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l’environnement.	Les déchets autres qu’inertes présents sur site seront évacués par des filières appropriées.									

Prescriptions	Texte AM	Situation actuelle
CHAPITRE IX Surveillance des émissions		
Article 29	L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012. Conformément à l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé, il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet des déchets dangereux à un tiers.	Prescriptions prises en compte.
Article 30	Dans le cas d'une situation accidentelle qui entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.	Prescriptions prises en compte.
Article 31	L'exploitant déclare ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.	Prescriptions prises en compte.
CHAPITRE X Réaménagement du site après exploitation		
Article 32	L'exploitant tient à disposition des inspecteurs des installations classées un rapport détaillé de la remise en état du site précisant la nature et les épaisseurs des différentes couches de recouvrement et tous les aménagements à créer et les caractéristiques que le stockage de déchet doit respecter (compacité, nature et quantité des différents végétaux, infrastructures...). Le rapport contient aussi un accord du propriétaire du site si l'exploitant n'est pas le propriétaire et du maire de la commune d'implantation du site. La remise en état du site est conforme à ce rapport.	Un classeur sera disponible avec les avis de remise en état signés ainsi que le principe de remise en état détaillé.
Article 33	Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage proposé par l'exploitant et repris dans l'autorisation préfectorale d'exploiter. Son modelé permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 41 du code civil. La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site. Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site, notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager. L'aménagement ne peut pas comporter de création de plan d'eau qui entraîne la mise en contact des déchets stockés avec de l'eau.	Les terres de couvertures représenteront à minima 50 cm.
Article 34	A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet du département dans lequel est située l'installation un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site. Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation, et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.	Le plan topographie sera fourni en temps et en heure aux personnes concernées.

Prescriptions	Texte AM	Situation actuelle
CHAPITRE XI Dispositions diverses		
Article 35	L'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes est abrogé.	

***ANNEXE 2 : ARRETE DU 26/11/12 (RUBRIQUE 2515 –
ENREGISTREMENT)***

Tableau de justification des prescriptions générales
(mise à jour 14-03-2022)

Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 1	Aucune		
Article 2	Aucune		
Article 3	Plans de l'installation représentant l'emprise de l'installation, le positionnement des matériels, des pistes, des stocks et des locaux, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres du périmètre ; Justification du dépôt de la demande de permis de construire et de la demande d'autorisation de défrichement, en tant que de besoin. La nature et la puissance installée des installations (broyeur, concasseur, cribleur...), et le cas échéant, la nature et la durée du chantier associé à l'installation (2515-2). Les engins, et matériels tels que convoyeurs servant à l'alimentation et à l'évacuation des matériaux ne sont pas pris en compte dans la puissance installée des installations. La description des modalités de valorisation des matériaux mis en oeuvre sont explicitées par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement. Pour les demandes portant sur une durée de moins de six mois, le devenir et les modalités de traçabilité des déchets de démolition ou de chantier en sortie de l'installation doivent être précisés	L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.	Cf. Plan d'ensemble Puissance installée : 350 kW. L'installation de concassage sera installée sur la zone de traitement des matériaux. Valorisation de matériaux inertes (30%)

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 4 (dossier de demande d'enregistrement et dossier d'exploitation) <i>Suite</i>	Copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne. Tout arrêté préfectoral ou récépissé de déclaration relatif à l'installation	Une fois l'arrêté préfectoral d'enregistrement notifié, le dossier d'enregistrement comprend : Une copie de la demande d'enregistrement et ses pièces jointes. L'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation. Une déclaration de mise en service pour les installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. « Le plan général des stockages de produits ou déchets non dangereux inertes (art. 3) » Un extrait du règlement d'urbanisme concernant la zone occupée par les installations classées (art. 3). La notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de matériaux (art. 6 et 37) ; La description des caractéristiques et modalités d'approvisionnement et de livraison des matériaux et les moyens mis en œuvre (art. 6). Les dispositions permettant l'intégration paysagère de l'installation (art. 7). Le plan de localisation des risques (art. 10). « Le registre » des produits dangereux détenus (nature, quantité) (art. 11). Le plan général des stockages « de produits dangereux » (art. 11). Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque incendie (art. 14). « Les moyens de lutte contre l'incendie et l'avis écrit des services d'incendie et de secours, s'il existe, et les justificatifs relatifs aux capacités de lutte contre l'incendie (art. 17) » La description des dispositions mises en œuvre pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement (art. 24). Le plan des réseaux de collecte des effluents liquides (art. 26).	Prescriptions prises en compte. Les documents sont pour partie présents dans le DAUE. Un classeur sera créé avec l'ensemble des documents à réception de l'AP d'enregistrement. A ce jour, activité nouvelle donc dossier constitué après demande d'enregistrement

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 4 (dossier de demande d'enregistrement et dossier d'exploitation) <i>Suite</i>		La description du nombre de points de mesures de retombées de poussières et des conditions dans lesquelles les appareils de mesures sont installés « et exploités » (art. 39). Les justificatifs attestant de la conformité des rejets liquides (art. 32 et 33). « La justification du nombre de points de rejet atmosphérique (art. 38) » Les documents ayant trait à la gestion des rejets atmosphériques (art. 38 et 42). Les mesures de prévention mises en place pour réduire les nuisances acoustiques (art. 44). Le programme de surveillance des émissions (art. 56). « Le type de réseau de surveillance, le nombre de relevés par point de mesure, la durée d'exposition et les périodes de l'année au cours desquelles les points de mesures sont relevés (art. 57) » L'exploitant établit, date et tient à jour un dossier d'exploitation comportant les documents suivants : La copie des documents informant le préfet des modifications apportées à l'installation. Les résultats des mesures sur les effluents (art. 58 et 59), le bruit (art. 52) et l'air (art. 57) sur les cinq dernières années. Le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées, pour les installations appelées à fonctionner plus de six mois. Le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (art. 11). Les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation (art. 12). Les rapports de vérifications périodiques (art. 13 et 20). Les éléments justifiant de l'entretien et de la vérification des installations (art. 16). Les consignes d'exploitation (art. 19).	Mise en place de 4 jauges Owen à partir de l'ouverture du site avec un bilan annuel. Classeur avec FDS mis à disposition.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 4 (dossier de demande d'enregistrement et dossier d'exploitation) <i>Suite</i>		Le registre d'entretien et de vérification des systèmes de relevage autonomes (art. 21-III). Le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (art. 24). Le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (art. 35). Les registres des déchets (art. 54 et 55). Ces dossiers (dossier d'enregistrement et dossier d'exploitation) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, le cas échéant, en tout ou partie, sous format informatique.	
Article 5 (implantation)	Plan d'implantation des installations. Y figureront notamment les zones imperméabilisées	Les installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, « lavage », nettoyage, tamisage, mélange sont implantées à une distance minimale de 20 mètres des limites du site. « Les zones de stockage sont, à la date de délivrance de l'arrêté préfectoral, implantées à une distance d'éloignement de 20 mètres des constructions à usage d'habitation ou des établissements destinés à recevoir des personnes sensibles (hôpital, clinique, maison de retraite, école, collège, lycée et crèche). » Toutefois, pour les installations situées en bord de voie d'eau ou de voie ferrée, lorsque celles-ci sont utilisées pour l'acheminement de produits ou déchets, cette distance est réduite à 10 mètres et ne concerne alors que les limites autres que celles contiguës à ces voies. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas : - aux installations « et les zones de stockage » fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ; - aux installations existantes telles que définies à l'article 1er. Les distances ci-dessus sont celles figurant sur le plan prévu au 3° de l'article R. 512-46-4 du code de l'environnement.	Cf. photo site et plan topographique joints en pièce 12. La distance de 20m est respectée.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Articles 6 et 37 (Transport et manutention)	Notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de matériaux (circulation, envol de poussières, bruit, etc.), les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, etc.) des matériaux. Description des mesures prévues pour limiter les envols de poussières. Liste des équipements de nettoyage. Description des mesures prévues pour maintenir les voies de circulation propres. Liste des espaces végétalisés et localisation sur un plan	L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. Les surfaces où cela est possible sont végétalisées. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. « Les produits minéraux ou les déchets non dangereux entrants, sortants ou en transit sont préférentiellement acheminés par voie d'eau ou par voie ferrée, dès lors que ces voies de transport sont voisines et aménagées à cet effet. « L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés : « - les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ; « - la liste des pistes revêtues ; « - les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ; « - les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus. « Pour les produits de faible granulométrie inférieure ou égale à 5 mm, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrants ou sortants du site sont bâchés si nécessaire. »	La voie d'accès est adaptée. La vitesse sera limitée pour réduire les envols de poussières. Les merlons au pourtour du site permettront de diminuer l'envol des poussières. Un décrotteur sera localisé avant la sortie du site. Des mesures de poussières seront réalisées chaque année, un plan de proposition de localisation des jauges a été réalisé. Des mesures de bruits seront également réalisées.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 7 (Intégration dans le paysage)	Description des mesures prévues	L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des équipements « ou des stocks » de grande hauteur. Il les précise dans son dossier de demande d'enregistrement. Cette disposition ne s'applique pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. « Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières. »	Grâce au merlon déjà présents sur site, le projet d'ISDI ne sera que très peu visible et donc intégré dès le départ dans le paysage. L'ensemble du site sera maintenu propre.
Article 8 (surveillance de l'installation)	Description du système de surveillance. Désignation et qualité de la personne ayant en charge la surveillance de l'exploitation.	L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.	Responsable de site en permanence sur place. Portail à l'entrée fermé en dehors des heures d'ouvertures.
Article 9 (propreté des locaux)	Dispositions prévues	Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de poussières.	Nettoyage régulier des locaux.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 10	Recensement des parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre. Détermination de la nature des risques en fonction des produits et des quantités stockés Plan général du site sur lequel sont reportées les différentes zones de danger correspondant à ces risques.	L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques, sont susceptibles d'être à l'origine d'un accident pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Le cas échéant, l'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque et précise leur localisation par une signalisation adaptée et compréhensible. L'exploitant dispose d'un plan général du site sur lequel sont reportées les différentes zones de danger correspondant à ces risques. « Les silos et réservoirs sont conçus pour pouvoir résister aux charges auxquelles ils pourraient être soumis (vent, neige, etc.). »	Connaissance des réseaux électriques des installations et des stockages de matières inflammables. Cf. Plan de masse et photographie aérienne. Pas de silos sur le site.
Article 11 (état des stocks et produits dangereux ou combustibles)	Plan général des stockages Nature et quantité maximale des produits détenus	« L'exploitant identifie, dans son dossier de demande d'enregistrement, les produits dangereux détenus sur le site. » La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. En cas de présence de telles matières, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant identifie, dans son dossier de demande d'enregistrement, les produits dangereux détenus sur le site	Cf. Etude d'impact.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 12 (connaissance des produits étiquetage)	Liste des produits dangereux et leur fiche de données sécurit	Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. « Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux. »	Prescriptions prises en compte.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 13 (tuyauteries)	Plan des tuyauteries de fluides dangereux, insalubres ou de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être et matériaux constitutifs des canalisations. Périodicité des contrôles envisagée.	Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement repérées, entretenues et contrôlées. « Les flexibles utilisés lors des transferts sont entretenus et contrôlés. En cas de mise à l'air libre, l'opération de transvasement s'arrête automatiquement. « Les tuyauteries transportant des produits pulvérulents sont maintenues en bon état. Elles résistent à l'action	Sans objet.
Articles 14 (résistance au feu)	Plan détaillé des locaux à risque incendie et description des dispositions constructives de résistance au feu	Les locaux à risque incendie, identifiés à l'article 10, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - murs extérieurs REI 60 ; - murs séparatifs E 30 ; - planchers/sol REI 30 ; - portes et fermetures EI 30 ; - toitures et couvertures de toiture R 30. Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines, de canalisations ou de convoyeurs, etc.) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas : - aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ; - aux installations existantes telles que définies à l'article 1er.	Présence d'extincteurs au niveau de : - La base vie ; - L'installation de concassage ; La chargeuse sera également équipée d'un extincteur.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 15 (accessibilité)	Plan et note descriptive des dispositions d'accessibilité prévues	L'installation dispose en permanence d'au moins un accès à l'installation pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	Accès dimensionné pour les services Pompiers.
Article 16 (installations et équipements associés)	Plan des installations. Schéma d'implantation des convoyeurs. Entretien et nettoyage des installations, notamment par rapport à la question des poussières.	Les installations sont maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées aussi souvent qu'il est nécessaire. Toutes les précautions sont prises pour éviter un échauffement dangereux des installations. Des appareils d'extinction appropriés ainsi que des dispositifs d'arrêt d'urgence sont disposés aux abords des installations, entretenus constamment en bon état et vérifiés par des tests périodiques. « Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ou, le cas échéant, aux dispositions réglementaires en vigueur. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. « L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. « Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. « Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. »	Cf. plan d'ensemble/exploitation.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 17 (moyens de lutte contre l'incendie)	Plan et note descriptive des dispositifs mis en place. Indiquer le type d'agent d'extinction prévu et la quantité. Justificatifs (débit, quantité d'eau disponibles et distances) attestant de la conformité et de la suffisance des moyens de lutte contre l'incendie Accord des services d'incendie et de secours si les moyens disponibles sont inférieurs à ceux énoncés à l'article 17.	L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; - d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau. Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.	Téléphone fixe et mobile permettant d'informer les secours. Les plans de masse et photos de l'ISDI sont disponibles à l'entrée du site.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 17 (moyens de lutte contre l'incendie) <i>Suite</i>		Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.	
Article 18 (travaux)	Consignes prévues. Procédures relatives à la délivrance des permis de travail et des permis de feu.	Dans les parties de l'installation recensées à risque en application de l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées. Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure. Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents	Les consignes sont établies et mises à jour annuellement.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 19 (consignes d'exploitation)	Consignes d'exploitation prévues	Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du permis de travail pour les parties concernées de l'installation ; « - les conditions de stockage des produits ou des déchets non dangereux inertes, telles que les précautions à prendre pour éviter leurs chutes ou éboulements afin, notamment, de maintenir la largeur des voies de circulation à leur valeur requise et ne pas gêner au-delà des limites de propriété ; » - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et convoyeurs ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues dans le présent arrêté ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et nettoyage « , y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages » ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.	Les consignes d'exploitation seront rédigées selon le modèle du groupe COLAS.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 19 (consignes d'exploitation) <i>Suite</i>		Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.	
Article 20 (vérification périodique et maintenance des équipements)	Liste des matériels soumis à maintenance.	L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place « ainsi que des dispositifs permettant de prévenir les surpressions ». Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications	Visite annuelle : - Extincteurs ; - Electrique.
Article 21 I et II (rétention)	Schémas cotés et calculs des capacités de rétention des stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.	I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : . 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; . 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.	Pas de rétention car pas de stockage d'hydrocarbures. Le plein est réalisé au bord à bord sur aire étanche. L'entretien se fera à l'atelier de l'agence travaux situé à Saint Etienne. Des dépannages d'urgence pourront se faire sur l'aire étanche si besoin

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 21 I et II (rétention) <i>Suite</i>		L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées aux paragraphes I et II du présent article. Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe.	
Article 21 III (Confinement)	Schémas cotés et calculs des capacités de rétention des eaux d'extinction des aires et locaux de stockage ou de manipulation des adjuvants et des matières dangereuses.	III. Rétention et confinement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume des matières stockées ; - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.	Sans objet Pas de stockage de produits inflammables et le concasseur sera mobile sur une durée limitée dans le temps

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle						
Article 21 III (Confinement) <i>Suite</i>		Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement : <table><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>125 mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10 g/l</td></tr></table>	Matières en suspension totales	35 mg/l	DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l	Hydrocarbures totaux	10 g/l	
Matières en suspension totales	35 mg/l								
DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l								
Hydrocarbures totaux	10 g/l								
Article 21 IV (Isolement des réseaux d'eau)		IV. Isolement des réseaux d'eau. Le circuit nécessaire à la réutilisation des eaux industrielles telle que prévue au dernier alinéa de l'article 23 est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel des eaux réutilisées, est prévu.	Uniquement de l'abattage de poussières par aspersion ou brumisation.						
Article 22 (principes généraux sur l'eau)	Rejet des eaux	Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus. Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu. La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.	Pas de rejets de polluants, le seul rejet concernera les eaux pluviales. Le seul risque = accident (vandalisme/rupture flexible) = mesures						

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 23 (prélèvement d'eau)	Plan d'implantation et note descriptive des forages et/ou prélèvements. Justifier que le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du code de l'environnement (zone de répartition des eaux, ZRE). Ces zones sont fixées par arrêté préfectoral et disponibles en Préfecture Indication du volume maximum de prélèvement journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel	Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement. « Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser : « 75 m³/h ni 75 000 m³/an pour les installations dont la puissance est supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW ; « 200 m³/h ni 200 000 m³/an pour les installations dont la puissance est supérieure à 550 kW. » L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes, etc. pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau. Les eaux industrielles sont intégralement réutilisées. « Les rejets des eaux industrielles à l'extérieur du site sont interdits. »	Aucun prélèvement.
Article 24 (ouvrages de prélèvements)	Plan et dispositions prises pour l'installation et l'utilisation des ouvrages de prélèvement	L'exploitant indique, dans son dossier d'enregistrement, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas l'écoulement normal des eaux et n'entravent pas les continuités écologiques.	Cf rapport BergaSud. Annexe de l'étude d'impact. Pas de prélèvement dans un cours d'eau.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 25 (forage)	Plan d'implantation et note descriptive des forages et de leurs équipements.	Lors de la réalisation de forages, toutes dispositions sont prises pour ne pas mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.	
Article 26 (collecte des effluents)	Plan des réseaux de collecte des effluents ; distinction des fossés des réseaux de tuyauterie.	La collecte des effluents s'effectue par deux types d'ouvrages indépendants : les fossés de drainage pour les eaux non polluées et les réseaux équipés de tuyauteries pour les autres effluents. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Les eaux résiduaires rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux équipés de tuyauteries de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site. Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou canalisations), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est conservé dans le dossier de demande d'enregistrement, daté et mis à jour en tant que de besoin.	Pas d'effluents.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 27 (points de rejet)	Plan des points de rejet	Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.	L'exutoire du site est localisé au Sud-Est du projet.
Article 28 (points de prélèvements pour les contrôles)	Plan comprenant la position des points de prélèvements	Sur chaque tuyauterie de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Les points de mesure sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.	Sans objet.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 29 (rejets des eaux pluviales)	Indication du milieu dans lequel les eaux pluviales sont rejetées Plan des réseaux et des dispositifs de traitement Note justifiant leurs dimensionnements	Les eaux pluviales non polluées tombées sur des aires non imperméabilisées, telles que sur des stocks de matériaux ou de déchets non dangereux inertes, sont drainées par des fossés. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés. Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol. Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées. Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence. Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces imperméables du site (voiries, aires de parkings, par exemple), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5. En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, l'autorisation de déversement prévue à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique fixe notamment le débit maximal. Les eaux pluviales polluées (EPp) ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.	Cf. étude d'impact. Calcul du bassin versant intercepté.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 30 (eaux souterraines)	Dispositions prévues pour la gestion de chaque type d'effluent. Informations hydrogéologiques sur l'existence et la vulnérabilité d'éventuelles nappes	Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	Pas de rejets
Article 31 (VLE - généralités)	Dispositions prévues	La dilution des effluents est interdite.	Sans objet.
Article 32 (débit, température et pH)	Préciser le débit max. des rejets, la température de rejet, si le rejet se fait dans le milieu naturel ou en STEP Note justifiant le respect du critère de rejet si rejet au milieu naturel	Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel. L'exploitant justifie, dans son dossier d'enregistrement, que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10e du débit moyen interannuel du cours d'eau. La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5. La modification de couleur du milieu récepteur (cours d'eau, lac, étang, canal), mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l. Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas en dehors de la zone de mélange : - une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchyliques ; - une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25°C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchyliques. - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques. Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.	Pas de rejet.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle															
Articles 33 (VLE – milieu naturel), 34 (raccordement à une station d'épuration) et 58 (émissions dans l'eau)	Préciser les polluants parmi ceux listés aux articles 33 et 34 et les flux journaliers associés rejetés en fournissant un tableau du type : <table><tr><td>Type de polluants</td><td>VLE imposée</td><td>Débit</td><td>Flux</td><td>Traitement prévu</td></tr><tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr><tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr></table> L'exploitant justifie de l'adéquation du ou des traitement(s) prévu(s) avec la nature et le flux de pollution générée. L'exploitant justifie le cas échéant que l'installation de pré-traitement et /ou de traitement internes à l'installation ont un rendement épuratoire suffisant Elaboration du programme de surveillance des émissions en application des articles 56 et 58.	Type de polluants	VLE imposée	Débit	Flux	Traitement prévu											Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : - matières en suspension totales : 35 mg/l ; - DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l. Pour chacun de ces polluants, le flux maximal journalier est précisé dans le dossier de demande d'enregistrement. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite	
Type de polluants	VLE imposée	Débit	Flux	Traitement prévu														
Article 34		Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement est établie par le(s) gestionnaire(s) du réseau d'assainissement et du réseau de collecte. Sous réserve de l'autorisation de raccordement à la station d'épuration, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie du site ne dépassent pas : - MEST : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l. Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter. Sauf dispositions contraires, les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.	Sans objet.															

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 35 (installation de traitement et installation de pré-traitement des effluents)	Description des installations de traitement et/ou des installations de pré-traitement et présentation du programme de surveillance des installations de traitement et /ou de pré-traitement	Les installations de traitement sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation pendant cinq années. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée. Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans. Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement. Lors de la vidange, une vérification du bon fonctionnement du dispositif d'obturation est également réalisée. Les fiches de suivi du nettoyage du dispositif de traitement ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	Sans objet.
Article 36 (épandage)	Absence d'épandage	L'épandage des boues, déchets, effluents ou sous-produits est interdit.	Sans objet.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 37 (principes généraux sur l'air)	Plan et note descriptive des dispositions prises pour le captage des poussières et le stockage des produits pulvérulents	« Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières. « Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que : « - capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ; « - brumisation ; « - système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements. « Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite. « Lorsque les zones de stockage sont classées au titre de la rubrique n° 2516 de la nomenclature des installations classées, les produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont stockés dans des silos ou réservoirs étanches.	Le concasseur mobile sera équipé de rampe d'aspersion pour limiter l'envol de poussières. La durée de concassage sera limitée dans le temps

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 37 (principes généraux sur l'air) <i>Suite</i>		« Ils doivent être également munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces contenants doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère. « Les opérations de transvasements des produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont réalisées par tuyauteries ou flexibles étanches ou plus généralement tout dispositif ne permettant pas l'émission de poussières. « Les tuyauteries et flexibles utilisés devront avoir été purgés avant mise à l'air libre. »	Pas d'émissions canalisées.
Article 38 (points de rejets)	Plan des points de rejet canalisé, s'il y a lieu. Mesures prévues pour les émissions diffuses.	« Les points de rejet sont en nombre aussi réduits que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie dans son dossier de demande d'enregistrement. « Les émissions canalisées sont rejetées à l'atmosphère, après traitement, de manière à limiter le plus possible les rejets de poussières. La forme des conduits est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère. »	Sans objet.
Article 39 (qualité de l'air)	Plan des points de mesures. Nombre de points de mesure et conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités afin d'assurer une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées des poussières. Modalités d'obtention des informations relatives à la vitesse et la direction du vent	« L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. « Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. « Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. « Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.	4 jauges Owen avec des relevés lors des opérations de concassage. Un bilan annuel sera établi chaque année.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Article 39 (qualité de l'air) <i>Suite</i>		« Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article. « La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. « Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets. « Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations : « - fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ; « - implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière. »	
Articles 40, 41 et 42 (VLE)	Dispositions prévues. Plan repérant les sources d'émission de poussières diffuses (installations, pistes, stocks, convoyeur, lieux de chargement ou déchargement, etc....).	Article 40 « Lorsque les émissions canalisées de poussières proviennent d'émissaires différents, les valeurs limites applicables à chaque rejet sont déterminées, le cas échéant, en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés. « Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure. « Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15° Kelvin) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). « Les concentrations en poussières sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec. »	Sans objet.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Articles 40, 41 et 42 (VLE) <i>Suite</i>		Article 41 « Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes : « - pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm³ ; « - pour les autres installations : 40 mg/Nm³ pour les installations existantes, 30 mg/Nm³ pour les installations nouvelles. « Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté. « Pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW, l'exploitant met en œuvre, selon la puissance d'aspiration des machines, les dispositions suivantes : « a) Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m³/h. « La part de particules PM10 est mesurée lors de chaque prélèvement aux moyens d'impacteurs. « Sous réserve du respect des dispositions relatives à la santé au travail, les périodes de pannes ou d'arrêt des dispositifs de dépoussièrment pendant lesquelles les teneurs en poussières de l'air rejeté dépassent 20 mg/Nm³ sont d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures. « En aucun cas, la teneur de l'air dépoussiéré ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm³ en poussières. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause. « b) Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m³/h. « Un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm³ apportée par le fabricant est à réaliser sur ces installations. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.	Sans objet.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Articles 40, 41 et 42 (VLE) <i>Suite</i>		Article 42 « Les contrôles des rejets de poussières, effectués selon : « - la norme NF X 44-052 (2002) pour les mesures de concentrations de poussières supérieures à 50 mg/m ³ ; « - la norme NF EN 13284-1 (2002) pour celles inférieures à 50 mg/m ³ ; « - la norme NF EN ISO 23210 (2009) pour la part de particules PM10, « sont réputés garantir le respect des exigences réglementaires définies au 4e alinéa de l'article 39 du présent arrêté . Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé. »	
Article 43 (émissions dans le sol)	Justification relative à l'absence de rejets directs d'effluents dans le sol	Les rejets directs dans les sols sont interdits.	Sans objet.
Articles 44 à 52 (bruits et vibrations)	Description des dispositions pour limiter le bruit et les vibrations. Description des modalités de surveillance et contrôle des niveaux de bruit émis par les installations et de l'évaluation de l'émergence	Article 44 Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum. Les installations sont, en tant que de besoin, soit installées dans des encoffrements avec des dispositifs de traitement des poussières et des calories, soit capotées au maximum ou équipées de tout autre moyen équivalent. La livraison des matières premières et l'expédition des produits se font préférentiellement en période diurne.	Le peu de vibrations sur site sera atténué par les merlons périphériques, de plus les habitations sont suffisamment éloignées.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle									
Articles 44 à 52 (bruits et vibrations) Suite		Article 45 Les mesures d'émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté. Sous réserve de dispositions plus contraignantes définies dans les documents d'urbanisme ou de plans de prévention du bruit, les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau 1 suivant : Tableau 1. - Niveaux d'émergence <table><tr><td>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</td><td>EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</td><td>EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</td></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table> De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Pour les installations appelées à ne fonctionner que sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois, les niveaux limites de bruit prévus à l'alinéa précédent s'appliquent sous réserve de dispositions plus contraignantes prévues par les documents d'urbanisme ou les plans de prévention du bruit. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies au point 1.9 de l'annexe I du présent arrêté	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	Le premier contrôle sera réalisé lors de la première opération de concassage.
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)										
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)										

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Articles 44 à 52 (bruits et vibrations) <i>Suite</i>		Article 46 Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents. Article 47 L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les cribles, sauterelles-cribleuses ou toutes autres installations sources de bruit par transmission solidienne sont équipées de dispositifs permettant d'absorber des chocs et des vibrations ou de tout autre équipement permettant d'isoler l'équipement du sol. Article 48 La vitesse particulière des vibrations émises est mesurée selon la méthode définie à l'article 51 du présent arrêté. Sont considérées comme sources continues ou assimilées : - toutes les machines émettant des vibrations de manière continue ; - les sources émettant des impulsions à intervalles assez courts sans limitation du nombre d'émissions.	Matériel récent. RAS. Sans objet. Concasseur mobile sur une durée limitée dans le temps

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle																																
Articles 44 à 52 (bruits et vibrations) <i>Suite</i>		Article 48 (Suite) Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes : Tableau 2. - Valeurs limites des sources continues ou assimilées <table border="1"> <thead> <tr> <th>FRÉQUENCES</th><th>4 Hz - 8 Hz</th><th>8 Hz - 30 Hz</th><th>30 Hz - 100 Hz</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Constructions résistantes</td><td>5 mm/s</td><td>6 mm/s</td><td>8 mm/s</td></tr> <tr> <td>Constructions sensibles</td><td>3 mm/s</td><td>5 mm/s</td><td>6 mm/s</td></tr> <tr> <td>Constructions très sensibles</td><td>2 mm/s</td><td>3 mm/s</td><td>4 mm/s</td></tr> </tbody> </table> Article 49 Sont considérées comme sources impulsionnelles à impulsions répétées, toutes les sources émettant, en nombre limité, des impulsions à intervalles assez courts mais supérieurs à 1 s et dont la durée d'émissions est inférieure à 500 ms. Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes : Tableau 3. - Valeurs limites des sources impulsionnelles <table border="1"> <thead> <tr> <th>FRÉQUENCES</th><th>4 Hz - 8 Hz</th><th>8 Hz - 30 Hz</th><th>30 Hz - 100 Hz</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Constructions résistantes</td><td>8 mm/s</td><td>12 mm/s</td><td>15 mm/s</td></tr> <tr> <td>Constructions sensibles</td><td>6 mm/s</td><td>9 mm/s</td><td>12 mm/s</td></tr> <tr> <td>Constructions très sensibles</td><td>4 mm/s</td><td>6 mm/s</td><td>9 mm/s</td></tr> </tbody> </table> Quelle que soit la nature de la source, lorsque les fréquences correspondant aux vitesses particulières couramment observées pendant la période de mesure s'approchent de 0,5 Hz des fréquences de 8,30 et 100 Hz, la valeur limite à retenir est celle correspondant à la bande fréquence immédiatement inférieure. Si les vibrations comportent des fréquences en dehors de l'intervalle 4-100 Hz, il convient de faire appel à un organisme qualifié agréé par le ministre chargé de l'environnement.	FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz	Constructions résistantes	5 mm/s	6 mm/s	8 mm/s	Constructions sensibles	3 mm/s	5 mm/s	6 mm/s	Constructions très sensibles	2 mm/s	3 mm/s	4 mm/s	FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz	Constructions résistantes	8 mm/s	12 mm/s	15 mm/s	Constructions sensibles	6 mm/s	9 mm/s	12 mm/s	Constructions très sensibles	4 mm/s	6 mm/s	9 mm/s	
FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz																																
Constructions résistantes	5 mm/s	6 mm/s	8 mm/s																																
Constructions sensibles	3 mm/s	5 mm/s	6 mm/s																																
Constructions très sensibles	2 mm/s	3 mm/s	4 mm/s																																
FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz																																
Constructions résistantes	8 mm/s	12 mm/s	15 mm/s																																
Constructions sensibles	6 mm/s	9 mm/s	12 mm/s																																
Constructions très sensibles	4 mm/s	6 mm/s	9 mm/s																																

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Articles 44 à 52 (bruits et vibrations) <i>Suite</i>		Article 51 (Suite) 4. Appareillage de mesure. La chaîne de mesure à utiliser permet l'enregistrement, en fonction du temps, de la vitesse particulière dans la bande de fréquence allant de 4 Hz à 150 Hz pour les amplitudes de cette vitesse comprises entre 0,1 mm/s et 50 mm/s. La dynamique de la chaîne est au moins égale à 54 dB. 3. Précautions opératoires. Les capteurs sont complètement solidaires de leur support. Il faut veiller à ne pas installer les capteurs sur les revêtements (zinc, plâtre, carrelage...) qui peuvent agir comme filtres de vibrations ou provoquer des vibrations parasites si ces revêtements ne sont pas bien solidaires de l'élément principal de la construction. Il convient d'effectuer, si faire se peut, une mesure des agitations existantes, en dehors du fonctionnement de la source. Article 52 L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté, ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.	Les premières mesures seront réalisées dès la première opération de concassage.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
		Article 52 (Suite) Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes : 1. Pour les établissements existants : - la fréquence des mesures est annuelle ; - si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ; - si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent. 2. Pour les nouvelles installations : - les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation ; - puis, la fréquence des mesures est annuelle ; - si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ; - si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent. 3. Pour les installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois et pour lesquelles les distances d'isolement citées à l'article 5 ne sont pas applicables, une campagne de mesures est effectuée le premier mois.	

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Articles 53 à 55 (déchets) <i>Suite</i>	Note décrivant le type, la nature, la quantité et le mode de traitement hors site des déchets produits,	Article 53 A l'exception de l'article 55, les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux déchets non dangereux inertes reçus pour traitement par l'installation. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination et que les intermédiaires disposent des autorisation, enregistrement ou déclaration et agrément nécessaires. Article 54 L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.	Seuls des déchets inertes seront acceptés sur le site.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Articles 53 à 55 (déchets) <i>Suite</i>		Article 54 (Suite) La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination. L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers. Article 55 Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par « l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ». Le brûlage à l'air libre est interdit. « L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortant de l'installation selon les dispositions de l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. »	S'il y a, les ferrailles présentes dans certains bétons, elles seront stockées au niveau des plateformes de tri et évacuées régulièrement.
Articles 56 à 59 (Surveillance des émissions)	Description du programme de surveillance mis en place	Article 56 L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 57 à 59. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées « dans un avis publié au Journal officiel » ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur.	

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Articles 56 à 59 (Surveillance des émissions)		Article 56 (Suite) Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets liquides et gazeux sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées. L'inspection des installations classées peut prescrire tout prélèvement ou contrôle qu'elle pourrait juger nécessaire pour la protection de l'environnement. Les frais y afférents sont alors à la charge de l'exploitant. Article 57 L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. Article 58 Article 58 de l'arrêté du 26 novembre 2012 (Arrêté du 22 octobre 2018, article Que les eaux pluviales polluées (EPp) soient déversées dans un réseau raccordé à une station d'épuration collective ou dans le milieu naturel, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit.	Le premier bilan sera réalisé au cours de l'année d'ouverture du site.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle						
Articles 56 à 59 (Surveillance des émissions)		Article 58 (Suite) <table><tr><th>POLLUANTS</th><th>FRÉQUENCE</th></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté) Matières en suspension totales Hydrocarbures totaux</td><td>« Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation. »</td></tr><tr><td></td><td>« Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ; si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus. »</td></tr></table> Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.	POLLUANTS	FRÉQUENCE	DCO (sur effluent non décanté) Matières en suspension totales Hydrocarbures totaux	« Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation. »		« Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ; si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus. »	Sans objet.
POLLUANTS	FRÉQUENCE								
DCO (sur effluent non décanté) Matières en suspension totales Hydrocarbures totaux	« Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation. »								
	« Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ; si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus. »								

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Texte APG	Situation actuelle
Articles 56 à 59 (Surveillance des émissions) <i>Suite</i>		Article 59 Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.	Sans objet.
Article 60 (exécution)	Aucune	Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.	-

ANNEXE 3 : KBIS



N° de gestion 2024B02415

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
à jour au 21 avril 2026

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	932 168 727 R.C.S. Aix-en-Provence
Date d'immatriculation	26/08/2024
Dénomination ou raison sociale	VALFOREZ
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	30.000,00 Euros
Numéro d'identification Européen - EUID	FR1301.932168727
Adresse du siège	855 Rue René Descartes 13100 Aix-en-Provence
Activités principales	Toutes opérations de remblaiement de terrains et carrières, et de valorisation et recyclage de déchets inertes. La commercialisation et la vente de ces produits et de tous matériaux de construction et, plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement aux activités ci-avant énumérées.
Durée de la personne morale	Jusqu'au 26/08/2123
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre
Date de clôture du 1er exercice social	31/12/2025

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Président

Nom, prénoms	SIMON Christophe
Date et lieu de naissance	Le 13/10/1983 à Clermont-Ferrand (63)
Nationalité	Française
Domicile personnel	9 B Rue Pasteur 69740 Genas

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	855 Rue René Descartes 13100 Aix-en-Provence
Activité(s) exercée(s)	Toutes opérations de remblaiement de terrains et carrières, et de valorisation et recyclage de déchets inertes. La commercialisation et la vente de ces produits et de tous matériaux de construction et, plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement aux activités ci-avant énumérées
Date de commencement d'activité	17/07/2024
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

ANNEXE 4 : PLAN CADASTRAL

